

M 6189 - 1171 - 8,00 F

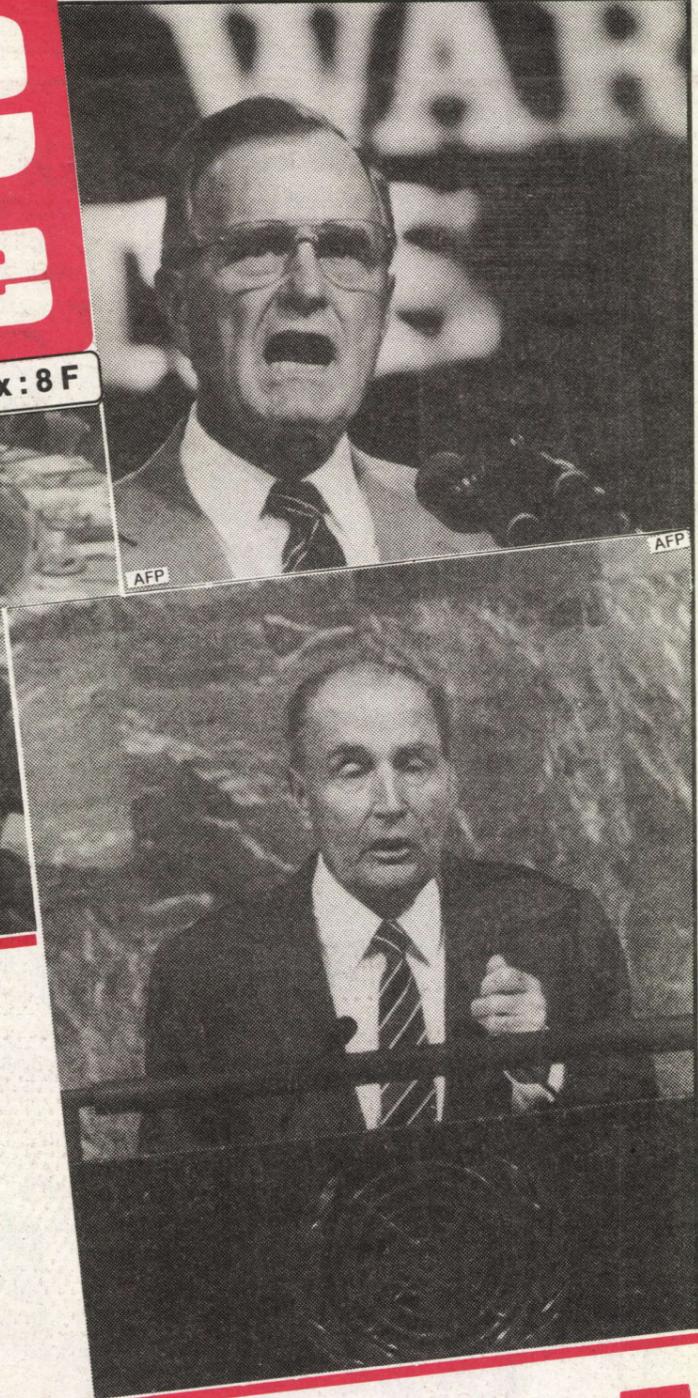


Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 171 - 30 novembre 1990 - prix : 8 F



GOLFE



HALTE A LA BUSHERIE !



■ Si ce n'est pas le Jour de l'An, le dernier délai laissé à Saddam Hussein sera le 15 janvier et en tout cas avant février : voilà où on en est des tractations qui se poursuivent entre grandes puissances autour du problème du Koweït. Elles devaient se concrétiser, jeudi 29 novembre, par le vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, fixant un dernier délai à l'Irak pour retirer ses troupes et autorisant les Etats membres "à recourir à tous les moyens nécessaires" s'ils ne le faisaient pas.

Autrement dit, l'ONU autorise par avance les dirigeants américains à déclencher la guerre dans le Golfe quand ils le jugeront bon. Les armées française ou britannique et les autres contingents occidentaux envoyés là-bas à la suite de l'armée US suivront, tandis que l'URSS de Gorbatchev apportera au moins sa caution et que la Chine se gardera de mettre son veto, si même elle ne vote pas pour.

En réalité, les centaines de milliers de soldats envoyés dans le Golfe depuis quatre mois sont là-bas pour les intérêts des trusts pétroliers et des grands financiers occidentaux, pour faire respecter le droit, qu'ils se sont arrogé, de mettre en coupe réglée les richesses de la planète ; pour ôter l'envie, non seulement à l'Irak, mais aux dirigeants de tous les pays du Tiers Monde, de toucher si peu que ce soit à cette domination. Tout le reste n'est que discours et balivernes que les Bush et les Mitterrand nous assènent pour nous faire accepter leur politique et auxquels ils ne croient pas eux-mêmes.

Car leur seul véritable problème aujourd'hui, c'est d'abord de savoir si la population des pays occidentaux est prête à marcher, et en premier lieu celle des Etats-Unis. S'il y a la guerre dans le Golfe, celle-ci se tra-

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Golfe

HALTE À LA BUSHERIE !

La voilà, la "nouvelle ère de paix" que nous promettaient les dirigeants des grandes puissances réunis en grande pompe à Paris, il y a quelques jours. Sa première manifestation ris-que d'être un accord général pour déclencher la guerre. Bien sûr, on nous dit déjà que cette crise sera "la dernière". Mais a-t-on jamais vu une guerre qui ne promette pas d'être "la der des der" et qui ne soit pas déclarée au nom de la paix ou d'une menace qui pèserait sur celle-ci ?

* * *

Cette fois, c'est donc l'Irak, ce pays de 18 millions d'habitants, qui menacerait la paix parce qu'il s'est emparé de l'émirat voisin du Koweït. Curieux tout de même comme les dirigeants américains, britanniques, français ou autres, sont sourcilieux sur le respect des frontières quand il se trouve que celles-ci renferment d'importantes réserves de pétrole contrôlées par des trusts occidentaux. Quand il s'agit non de pétrole, mais d'hommes, comme les Palestiniens par exemple, soumis depuis des années à l'occupation d'une puissance voisine, Israël, personne ne parle d'intervenir pour forcer celle-ci à se retirer.

duira à coup sûr par des milliers de morts dans l'armée américaine. Mais aux Etats-Unis, la population se rappelle trop bien la guerre du Vietnam, qui a fait plus de 100 000 morts américains, pour laisser si facilement une partie de la jeunesse aller servir de chair à canon dans les sables d'Arabie, après que ses aînés en eurent fait autant dans les rizières vietnamiennes.

* * *

Bush souhaiterait donc sans doute une guerre limitée. Mais ceux qui déclenchent les guerres souhaitent toujours les gagner aux moindres frais, et Bush est le premier à savoir que, s'il déclenche la guerre contre l'Irak, ce sera peut-être aussi dans d'autres pays arabes, par exemple en Egypte ou dans un pays du Maghreb qu'il devra être prêt à intervenir, le cas échéant, parce que les régimes pro-occidentaux de ces pays auront été renversés. Ce ne seraient pas alors des centaines de milliers d'hommes, mais des millions, qu'il faudrait mobiliser sans pouvoir échapper à un enlèvement pire que celui du Vietnam.

C'est cette crainte, et elle seule, qui fait qu'un Bush y regarde à deux fois avant de mettre le doigt dans un engrenage qu'il connaît très bien ;

tout comme un Mitterrand d'ailleurs, qui fait partie de ceux qui, en son temps, engagèrent l'armée française dans la sale guerre coloniale d'Algérie. Mais l'un comme l'autre sont tout de même prêts à recommencer s'ils l'estiment nécessaire, quoi qu'il en coûte et quelles qu'en soient les conséquences.

Car tous les discours sur la paix n'y font rien. Le système capitaliste mondial, dont chacun vante aujourd'hui la supériorité et la victoire soi-disant définitive, est basé sur une incroyable accumulation de richesses à un pôle, sur l'augmentation de la pauvreté, du chômage, l'extension catastrophique des conséquences de la crise économique à l'autre. Et en dernière analyse, c'est toujours par la force, par la guerre, qu'on nous appelle périodiquement à nous battre pour maintenir à tout prix cet édifice instable, cet ordre économique de plus en plus délabré, insupportable pour la grande majorité des habitants de la planète.

Alors bien sûr, une chose peut encore arrêter Bush : la crainte que les conséquences d'une guerre ne soient pires pour lui que d'admettre l'occupation du Koweït. C'est encore possible et c'est à souhaiter. Mais il faut surtout que les travailleurs, les peuples du monde entier se préparent d'urgence à se débarrasser de ce système capitaliste qui, de crise économique en guerre, locale ou mondiale, est toujours gros de quelque catastrophe.

QUAND LE GOUVERNEMENT DONNE L'EXEMPLE SUR LE DOS DES FONCTIONNAIRES

Lors de ses récentes rencontres avec les syndicats de la Fonction Publique, Durafour a répondu par une fin de non-recevoir à leurs revendications salariales.

Le gouvernement estime qu'avec les 1,2 % d'augmentation générale accordés au 1^{er} avril 1990 et les 1,3 % prévus pour cette fin d'année, les fonctionnaires n'auraient pas à se plaindre. Aux dires de Durafour, cette faiblesse des augmentations générales serait largement compensée par un certain nombre d'augmentations individuelles, (liées par exemple à l'ancienneté, la technicité, etc.) ainsi que par différentes augmentations liées à des modifications catégorielles.

C'est ainsi que, d'après les comptes du gouvernement, les salaires des fonctionnaires accuseraient fin 1990 une augmentation de 2 % supérieure

au taux de l'inflation (estimée à 3,7 % pour l'année) alors que les syndicats estiment à au moins 1,5 % la perte de leur pouvoir d'achat. Un pourcentage qui rend lui-même bien mal compte du réel manque à gagner de la plupart des travailleurs de la Fonction Publique si l'on pense que le taux réel de l'inflation est certainement supérieur et que le retard des années passées n'a pas été comblé.

Mais les difficultés des fonctionnaires comme celles des travailleurs en général, ce n'est pas le problème du gouvernement. Son choix, comme celui de l'ensemble du patronat est de payer les ouvriers et employés le moins possible ; en prétextant aujourd'hui les conséquences de la crise du Golfe, ou demain tout autre problème... Et en tout cas, il n'est pas question pour Durafour d'ouvrir une brèche dans la politique

de "rigueur maintenue", dont parle Rocard, au moment où des responsables du CNPF affirment que "les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés".

Les fédérations CGT et FO envisagent une série de journées d'action, de grève, de manifestations le 30 novembre et début décembre. Les jours à venir donneront sans doute une mesure du mécontentement existant. Et il est certain que si les fonctionnaires veulent obtenir quelque chose, ils auront à l'arracher par leur lutte.

H.M.

Georges Marchais à l'Elysée

PARTI COMMUNISTE ET POUVOIR MITTERRANDIEN PAS VRAIMENT FÂCHÉS

Georges Marchais avait demandé le 9 novembre à être reçu par Mitterrand. Bien que cette demande eut été faite quelques jours avant le vote de la motion de censure, et bien que cette réception ait eu lieu quelques jours après, selon Georges Marchais, le sujet n'a pas pour autant été discuté. Le secrétaire du PCF dit qu'il n'y est allé que pour se faire "l'interprète... de la très grande inquiétude des Françaises et des Français face à l'aggravation des risques de guerre dans le golfe Persique". Dans sa réponse, d'après Georges Marchais, Mitterrand, "a confirmé que notre pays voterait une nouvelle résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak".

"C'est grave. Nous ne sommes pas d'accord", a ajouté Georges Marchais en réponse aux journalistes qui l'ont interrogé à sa sortie. Mais on ne sentait pas particulièrement ni la colère ni l'indignation. L'entrevue faisait plus échange de point de vue entre partenaires que lutte entre adversaires de camps opposés.

En somme, on n'est pas d'accord, mais on n'est pas fâché, la preuve c'est qu'on

discute ; et on vous l'avait assez dit, même en votant la motion de censure, on ne vous demandait pas pour autant de changer de gouvernement. C'est en gros le message du PCF à Mitterrand. Et de l'autre côté, du côté de Mitterrand et des socialistes, malgré les menaces d'avant le vote de censure concernant une rupture possible dans les municipalités dirigées en

commun, là aussi on tient aux bonnes relations avec le PCF, en dépit de ses coups d'épingles épisodiques. Car on sait bien qu'on pourrait encore avoir besoin des voix de celui-ci, que ce soit au parlement pour empêcher le gouvernement de tomber, ou que ce soit pour une élection quelconque, locale ou pas, pour laquelle des accords pourront toujours être passés.

Formellement l'Union de la Gauche n'existe plus ; mais pratiquement, ni les dirigeants du PCF, ni Mitterrand et les socialistes, n'ont juré qu'ils n'y reviendraient plus. Alors, une petite réception à l'Elysée, ça peut toujours remettre de l'huile dans les rouages en attendant de refaire fonctionner la machine en cas de besoin.

L.G.

POUR QUE ÇA GAGNE, FAUT QUE ÇA SAIGNE !

Le Koweït existe encore. La preuve, selon La Nouvelle République de Tours, la France a livré au gouvernement koweïtien en exil des missiles Exocet et Hot, ainsi que des moteurs d'avion et des pièces détachées, matériel envoyé de la base de Châteauroux (Indre) à destination de l'Arabie Séoudite, et transporté par des avions d'une compagnie libanaise. Il y en aurait pour 900 millions de francs.

Après cette information, un communiqué officiel a été publié prétendant qu'il ne s'agirait... que de pièces détachées. Des missiles découpés suivant le pointillé ? Toujours est-il que pour 900 millions, une telle quantité de matériel, ça doit en faire des morts en puissance, et ça doit en faire des bénéficiaires pour les trusts de l'armement. Pour eux pas de doute, dieu que la guerre est jolie !



Un avion non identifié reçoit un chargement mystérieux pour soutenir un pays qui n'existe plus... sur la base aérienne de Châteauroux.

(AFP)

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :
LA POLOGNE APRÈS JARUZELSKI
VENDREDI 14 DÉCEMBRE à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, à Paris (5^e)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Famille PS

LE LINGE SALE À LA FENÊTRE

Mauroy s'est insurgé publiquement dimanche 25 novembre contre "le combat des chefs" qui minerait le Parti Socialiste. Quelques jours plus tôt, lors d'un comité directeur du parti, il avait même été menaçant : "Si j'entends ou si on me rapporte des propos insultants tenus contre le Président, je prendrai des sanctions".

"Il va falloir qu'il se balade avec du coton dans les oreilles", en ont, paraît-il, conclu certains notables du PS. Alors qu'au siège même du parti, rue de Solferino, le personnel subalterne, plus prudent, a fait donner son inter-syndicale pour protester par avance contre une éventuelle "chasse aux sorcières" : pas question que les petits permanents écotent pour avoir seulement, en rigolant, répété les propos peu amènes que se lancent entre eux les ténors du parti, ou leurs ironies peu respectueuses sur le "vieux", voire paraît-il le "Bourguiba" de l'Elysée.

Rien de neuf à vrai dire dans tout ça, puisque Mitter-

rand n'était même pas encore élu pour un deuxième mandat présidentiel, que déjà la guerre de succession entre les dauphins possibles était ouverte. Rien de bien spécifique non plus au PS car tout ça ressemble à la guéguerre des communiqués ou des "bons mots" des Giscard, Chirac, Léotard, Barre et consorts.

Rien de neuf, sauf l'accumulation ces dernières semaines des crocs en jambe, des coups en douce...

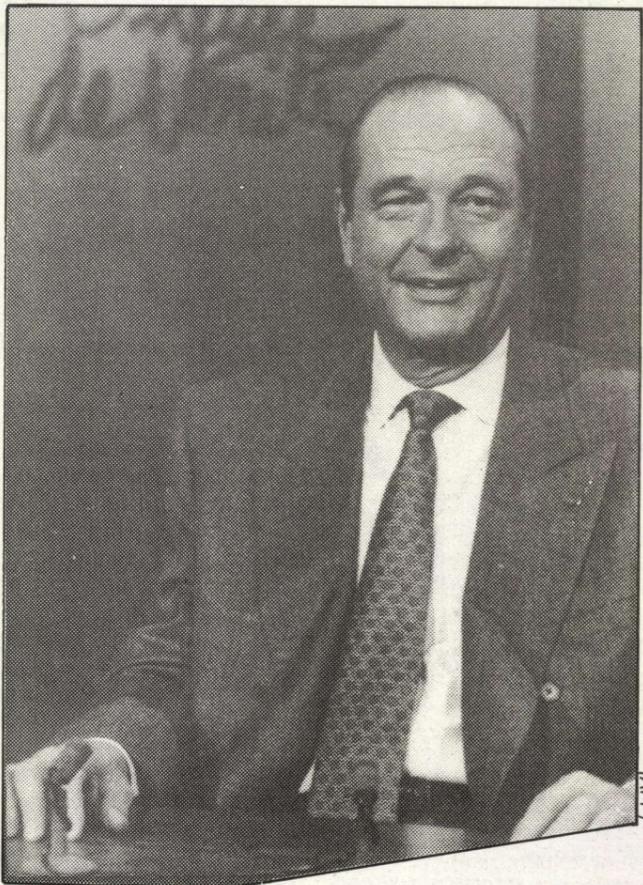
Tout ça, bien sûr, au nom des grands principes, de la jeunesse, de la guerre ou la paix, de la République une et indivisible ou de la politique sociale (évitons le mot socialiste pour ne pas passer pour vulgaire, rue de Solferino). Et il est parfois bien difficile de savoir vraiment qui pince qui dans ce panier de crabes.

Mais : "Silence dans les rangs" vient de crier Mauroy. Sera-t-il entendu ? Rien n'est moins sûr. La petite rubrique mondaine des querelles du PS n'est pas près de finir.

O.B.

Quelques minutes avant son passage à l'émission télévisée *L'Heure de vérité*, Chirac, à qui l'on demandait ce qu'il pensait du sondage selon lequel 50 % des Français le considéraient «comme un homme du passé», a répondu : «un peu de peine».

Du coup, sa peine, Chirac ne l'a pas ménagée pendant son heure de télévision pour tenter de toucher qui il pouvait.



D'un côté, il s'est présenté comme un homme d'Etat sérieux et responsable, déclarant que l'Etat aux mains des socialistes était encore pire, en ce qui concernait les «affaires» de toute sorte, que ce qu'on pouvait connaître avec l'Etat aux mains de ses amis et souhaitant la restauration d'une «morale politique». Il a voulu apparaître aussi comme un partisan assuré de l'union de l'opposition.

De l'autre, il a visé un public aux sentiments beaucoup plus réactionnaires, le public qui pouvait être touché par des affirmations péremptives sur l'immigration et la sécurité. «Il faut abroger la loi Joxe et rétablir la loi Pasqua-Pandraud, ne plus accepter les regroupements familiaux, revenir aux contrôles d'identité, rétablir les visas, revoir la façon dont on donne les avantages sociaux, revoir le Code de

la nationalité, et ne pas parler de donner le droit de vote aux émigrés», a-t-il déclaré ; et si le gouvernement ne renforce pas le nombre de policiers sur Paris, Chirac mettra en place «une police municipale».

Chirac, comme tous les politiciens, tient sur la question de l'immigration un langage plus ou moins «musclé», en fonction de l'électorat auquel il s'adresse et aussi des vents dominants de l'opinion publique du moment. Les applications de cette fameuse loi Pasqua-Pandraud, qui apportait quelques restrictions supplémentaires aux droits des immigrés, avaient d'ailleurs été mises au rencart... par le gouvernement Chirac lui-même, qui ne tenait pas à voir une agitation se développer dans la foulée du mouvement étudiant de 1986 qui venait de s'apaiser.

A son *Heure de Vérité*, Chirac a donc donné un petit coup de barre à droite. Pour plaire à l'électorat de Le Pen, probablement, pour se démarquer du gouvernement actuel, sans doute aussi.

Non pas que le gouvernement Rocard, comme les gouvernements «de gauche» qui l'ont précédé depuis 1981, ait une politique très différente sur le fond vis-à-vis de l'immigration. Les expulsions d'immigrés en situation clandestine, la mise en place de «centres» où étaient «retenus» les étrangers qui allaient être expulsés, toutes ces pratiques dénoncées par le Parti Socialiste pendant la durée du gouvernement Chirac, avaient été décidées et mises en place par les précédents gouvernements, «socialistes»...

La différence est sans doute que les socialistes, quand ils sont au gouvernement, essaient souvent d'y mettre la forme, ou tout au moins les formes... verbales. Par exemple, comme le souligne Chirac, ils «parlent» du droit de vote pour les immigrés, histoire de garder tout de même une vague image de «gauche» vis-à-vis de leur électorat. Chirac, lui, a le besoin inverse : maintenir une image de droite vis-à-vis de la partie de son électorat influencée par Le Pen.

Quant à ce que les uns ou les autres pourront imposer, cela dépendra surtout de la capacité des travailleurs - immigrés ou non - à ne pas se laisser faire.

Sylvie FRIEDMAN

À "L'HEURE DE VÉRITÉ"

LE COUPLÉ LEPÉNISTE DE CHIRAC

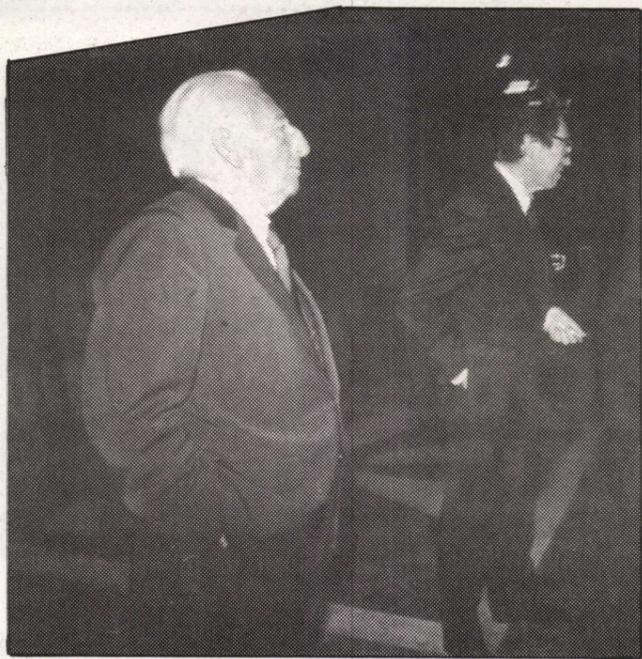
STATUT DE LA CORSE

"LIBECCIO" AU PALAIS-BOURBON

On aurait cru qu'un vent de tempête, un «libeccio» venu de l'île, soufflait dans les allées du Palais Bourbon lors de la discussion du nouveau projet de statut de la Corse, adopté par le Parlement dans la nuit de vendredi 23 à samedi 24 novembre.

sition au projet socialiste, par le RPR De Rocca-Serra. Cinq députés UDF ont voté, contre leur parti, pour le projet gouvernemental. Et côté socialistes, les partisans du ministre des Armées, avant de rentrer dans le rang au moment du vote, étaient

dans le débat partis en guerre aux côtés de la majorité de la droite contre les termes de «peuple corse» contenus dans le projet de statut : si on l'accepte pour les Corses, «comment refuserions-nous, par exemple, la reconnaissance d'un peuple arabe en France ?», écrivait, indigné, le député socialiste Planchou, ami de Chevènement.



De Rocca-Serra et Joxe à l'Assemblée nationale.

En Corse, le projet de statut proposé par Joxe a non seulement divisé le monde politique traditionnel, mais aussi divisé le mouvement nationaliste lui-même.

Si ce projet de statut fait tant de remous au Palais Bourbon, dans le monde politique corse, et aussi dans le petit monde corse des affaires, c'est qu'il s'agit tout de même d'une chose d'importance pour tous ces gens-là : un certain partage des postes, et un certain accès plus ou moins direct aux budgets régionaux. Et cela n'est pas seulement vrai des Zuccarelli

ou des De Rocca-Serra, des notables et des clans déjà en place. Cela est vrai peut-être encore plus des nouveaux venus du monde politique corse, des petits bourgeois nationalistes qui ont fait parler d'eux à coup de plastic, en tablant sur un mécontentement réel de la population, et à qui le nouveau statut pourrait ouvrir enfin, et plus que l'actuelle assemblée régionale, quelques accès à la mangeoire.

Car pour les dirigeants nationalistes corses, les problèmes réels de la population travailleuse de l'île (sans parler de ceux des ouvriers maghrébins, vis-à-

vis desquels le mouvement nationaliste corse ressemble au Front National) sont bien le cadet de leurs soucis ; ils ne leur servent qu'à rassembler derrière eux les mécontents, pour se faire, à eux, une place au soleil. Il suffit de se souvenir de la grève des fonctionnaires en Corse avec les affrontements avec la police du printemps 1989, qui ont amené le gouvernement à faire des concessions aux nationalistes et mettre à l'étude ce nouveau statut de la Corse : les syndicats nationaux (CGT et FO) mettaient en avant la revendication salariale sous la forme catégorielle de «prime d'insularité» en évitant de faire le lien avec les revendications salariales des fonctionnaires en général ; le syndicat nationaliste corse, lui, le STC (Syndicat des Travailleurs Corses), était carrément contre cette prime d'insularité, de peur que cette revendication des fonctionnaires en Corse, contre la vie chère, ne s'élargisse aux travailleurs du privé dans l'île, et gêne du coup... les patrons corsés. Et ils s'appuyaient seulement sur la grève pour mettre en avant, au nom de la «moralisation de l'île» et de la lutte contre les «détournements» de subventions, leur revendication de participation au pouvoir.

Olivier BELIN

WALESA SERA PRÉSIDENT

ET LA CLASSE OUVRIÈRE

POLONAISE RESTERA OPPRIMÉE

En arrivant largement en tête, dans les élections tenues ce dimanche, Lech Walesa a gardé toutes les chances d'être élu dans quelques jours président de la République de Pologne.

Du seul adversaire qu'il lui reste, Stanislaw Tyminski, un inconnu complet revenu tout récemment en Pologne après fortune faite, soi-disant, au Canada et au Pérou, on se demande toujours aujourd'hui si c'est un vrai millionnaire ou un simple escroc, ou les deux. Que ce soit là l'un des deux présidentiables indique seulement ce que valent ces élections. En Pologne, comme en France, les électeurs manipulés par tous ceux qui ont une parcelle de pouvoir ou de richesse, l'Eglise, la presse, les autorités, n'ont pas vraiment le choix. Ou plutôt ils n'ont le choix qu'entre des hommes dont on leur présente un portrait fictif, arrangé en fonction des préjugés ambiants, et dont aucun ne représente les intérêts des travailleurs.

Walesa président, on aurait pu croire que ce serait le peuple polonais sinon la classe ouvrière au pouvoir. N'a-t-il pas été le leader du grand mouvement de grèves qui, il y a dix ans, a secoué la Pologne ? N'a-t-il pas été le dirigeant autour de qui s'est constitué le syndicat Solidarité ? N'a-t-il pas été le leader le plus célèbre de l'opposition à l'ancien régime, soi-

disant socialiste, et à la dictature, soutenue alors par l'Union soviétique, que ce régime imposait au pays ?

L'ancien régime s'est effondré. Il a cédé le pouvoir aux hommes de Solidarité qui depuis un an forment le gouvernement. L'Union soviétique a renoncé à imposer sa tutelle. La Pologne est libre de nouer les relations qu'elle veut avec l'Occident et de s'ouvrir comme elle veut au capitalisme. Le nouveau régime a d'ailleurs renoncé à toute idée de socialisme et ne jure plus que par l'économie de marché et la propriété privée.

Le résultat du changement est probant. Il y a bien une toute petite minorité qui s'enrichit à vue d'œil. Mais la vie de la grande majorité, en tout cas de la majorité des travailleurs, est encore plus dure. Les prix ont augmenté dans des proportions énormes par rapport aux salaires. On parle d'un million de chômeurs actuellement, deux millions l'an prochain.

Walesa à la présidence ne changera pas cela. Il ne s'est opposé à ses anciens amis de Solidarité, aujourd'hui au gouvernement, que parce qu'ils s'opposaient à ses ambitions politiques personnelles.

Mais il partage totalement leurs orientations fondamentales en faveur du capitalisme et de l'Ouest. Et ce sont ces orientations qui amènent

justement ce résultat calamiteux pour les travailleurs.

Bien pire même, Walesa se montre encore plus à droite, plus réactionnaire, plus calottin, plus partisan d'une Eglise qui veut imposer à la société ses préjugés moyenâgeux. Il n'hésite pas à jouer sur l'antisémitisme, cette plaie de la Pologne. Et, se réclamant de Pilsudski, le dictateur d'avant-guerre, Walesa apparaît même aujourd'hui comme un candidat au poste de chef d'un nouveau régime autoritaire.

Avec Walesa la classe ouvrière polonaise est assurée de voir ses difficultés continuer, et elle risque même de se retrouver sous une nouvelle dictature.

La classe ouvrière polonaise a su se battre. C'est elle qui, il y a dix ans dans une grève générale, un véritable soulèvement, a ébranlé définitivement la dictature qui s'est écroulée aujourd'hui.

Mais les travailleurs polonais s'en sont remis à d'autres du soin de mener leurs luttes d'abord, de diriger la société ensuite. Ils ont remis leur sort dans les mains des curés, ou d'hommes, comme Walesa, peut-être issus de leurs rangs mais qui sont entre les mains des curés. Ils ont remis leurs espoirs dans l'Ouest capitaliste.

Voilà ce qu'ils paient aujourd'hui !

Méfions-nous comme de la peste des faux socialistes comme des vrais curés. N'abandonnons le contrôle de nos luttes comme de notre sort à personne. Les paroles de l'Internationale sont toujours vraies : « Il n'y a pas de sauveur suprême, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ».

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 26 novembre.

CAMPAGNE ELECTORALE EN POLOGNE



APRÈS LE PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION

Le résultat de l'élection présidentielle polonaise a quelque peu surpris, sinon les instituts de sondage, du moins ses principaux protagonistes.

Certes Walesa est arrivé largement en tête. Mais avec 40% des suffrages, il n'atteint pas la barre qui lui aurait permis d'être élu dès le premier tour, et du même coup d'être plébiscité comme le représentant de toute la nation polonaise.

Maziowiecki, le Premier ministre sortant, aujourd'hui démissionnaire, avec 18% des suffrages, est nettement battu, et donc sa politique désavouée. Bien plus qu'il le craignait même, puisqu'il est devancé par le candidat surprise Stanislaw Tyminski et ne pourra donc participer au deuxième tour.

Cela traduit une morosité évidente, qui s'est exprimée aussi au travers du taux d'abstention important, plus élevé que lors de la précédente consultation, et surtout par le score atteint par Stanislaw Tyminski, candidat de dernière heure, au passé douteux, qui a recueilli 23% des suffrages.

Tels sont les chiffres en ce qui concerne les 3 principaux candidats, auxquels il faut ajouter 20% des voix qui se sont réparties sur trois autres noms, dont un candidat représentant l'ancien PC (le POUP) qui s'intitule aujourd'hui social-démocrate, et qui a recueilli 9% des suffrages, sans que l'on puisse départager dans ce résultat ce qui peut revenir à la nostalgie des cadres de l'ancien régime et ce qui correspondrait à une critique "à gauche" de l'orientation prise par les tenants du nouveau système. Car en l'occurrence ce candidat était le seul - et c'est bien à l'image de la situation politique de la Pologne aujourd'hui -, à paraître "à gauche" dans cette élection.

Tyminski, mythomane ou farceur, sorte de Coluche triste, dans tous les sens du terme, ou bête manipulé, a de toute façon

été un révélateur. A travers lui s'est exprimée une opposition, un refus de l'austérité préconisée et appliquée par Maziowiecki et son ministre des Finances, Balcerowicz, auteur du plan d'austérité qui s'est traduit déjà par deux millions de chômeurs dans un pays de près de 40 millions d'habitants, et une baisse de 30% d'un pouvoir d'achat pourtant pas fameux. Une austérité que promet aussi Walesa, qui affirme que c'est le prix à payer aujourd'hui pour des lendemains capitalistes qui chantent.

Tyminski a entonné la même chanson, mais avec plus de coffre, et encore plus de démagogie. Il a promis non seulement un avenir en rose, mais un présent immédiat, ou presque, en vert-dollar. Contrairement à ses rivaux, il a dit "vive l'argent". Et comme il est peu loquace, il s'est contenté de dire cela, flanqué de sa femme un peu guérisseuse et, paraît-il, tout à fait péruvienne. Cela montre dans quel sens est allée la contestation de la politique actuelle : vers le fric, l'individualisme, vers les idées réactionnaires.

Ces élections ont sans doute bousculé dans une certaine mesure les calculs plébiscitaires de Walesa. Mais on peut lui faire confiance pour retomber sur ses pieds.

En tant que démagogue qui se sert à tous les plats, rien ne l'empêche d'ailleurs de récupérer les ingrédients de son rival Tyminski.

Sauf que l'on sait maintenant que, à ce jeu-là, il peut trouver des concurrents. Et pire, des concurrents qui n'ont, semble-t-il, pas besoin d'un passé prestigieux pour se présenter comme des sauveurs suprêmes. Mais quel que soit le personnage qui peut jouer ce rôle, ni la classe ouvrière, ni la population polonaise n'ont rien à attendre d'autre qu'un régime plus dur, et une situation bien pire que celle dont elle a souffert, à juste titre, se débarrasser.

Jean-Pierre VIAL

LA GRÈVE DES CHEMINOTS À L'EST

Depuis le lundi 26 novembre, l'ancienne Allemagne de l'Est est presque totalement paralysée par une grève des cheminots. Du coup, le trafic entre les ex-deux Allemagnes (près de 200 trains par jour) est aussi perturbé, ainsi que certaines liaisons internationales en Europe centrale. C'est la première grande grève dans l'Allemagne réunifiée, qui concerne directement plus de 250 000 travailleurs.

Les grévistes de la Reichsbahn (chemins de fer de l'Est) revendiquent une augmentation de leurs salaires qui les porte au moins de 50 à 60 % de ce qu'ils sont à la Bundesbahn (chemins de fer de l'Ouest). Ils sont aussi préoccupés par leur avenir et des licenciements importants qui seraient dans l'air. La "rentabilisation" et la "rationalisation" capitalistes de la Reichsbahn pourraient selon la presse entraîner 60 000 à 120 000 suppressions d'emplois.

La presse a souligné l'unanimité des cheminots dans la grève. Cela dit, le conflit est parti de la direction syndicale, plus précisément de la DGB, la grande confédération ouest-allemande et sa branche cheminote, le "Syndicat des cheminots d'Allemagne" (GdED-Gewerkschaft der Eisenbahner Deutschlands). Au terme de négociations salariales estimées non satisfaisantes, le syndicat a organisé un référendum le week-end des 24 et 25 novembre auprès des

225 000 syndiqués sur les quelque 260 000 cheminots qui ont approuvé la grève à 97 %.

Les revendications sont marquées à leur façon par la politique "cogestionnaire" de la DGB-GdED. Indépendamment de l'augmentation de salaire (mais la DGB met en avant pour tous les travailleurs de l'Est l'égalité à terme avec les salaires de l'Ouest... pour éviter un afflux de migrants vers l'Ouest, dit-elle explicitement), la direction syndicale cheminote réclame aussi que la Reichsbahn soit soumise au même contrat que son homologue de l'Ouest, et entre autres aux mêmes réglementations du droit de licenciement : notamment l'interdiction de licencier ceux qui ont 40 ans et plus, ou ceux qui ont déjà travaillé 15 ans aux chemins de fer. Mais dire ou laisser croire que ce "contrat" serait une garantie contre

les suppressions d'emplois serait un mensonge. C'est à la suite de "négociations" en bonne et due forme entre gouvernement et bureaucrates syndicaux ouest-allemands qu'une "rationalisation" drastique a eu lieu en RFA ces dernières années, qui a entraîné des suppressions d'emplois considérables et une énorme dégradation du service.

Comme on pouvait d'ailleurs le lire dans une interview accordée au Monde par Franz Steinkühler, patron du syndicat de la métallurgie, les bureaucrates de la DGB ne pensent pas que la situation pourra être redressée à l'Est sans une réduction considérable des emplois... mais ils voudraient que celle-ci soit négociée avec eux ! Autre fait bien significatif : ces bureaucrates de la DGB reprochent essentiellement au Treuhändanstalt, l'organisme chargé de la privatisation des entreprises d'Etat de l'ex-RDA... non pas de

licencier, mais de fonctionner sans participation syndicale, sans la sacro-sainte "cogestion".

Alors il est certain que les dirigeants syndicaux qui ont pris apparemment l'initiative de la grève ne sont pas ceux sur qui les cheminots peuvent compter s'ils veulent voir satisfaites leurs revendications. L'appareil de la DGB, lié à l'appareil politique social-démocrate, mène la campagne électorale de celui-ci pour les premières élections législatives "pan-allemandes" du 2 décembre. La DGB insiste sur le fait que c'est le gouvernement qui est responsable de la grève des cheminots, c'est-à-dire Kohl et la CDU. Certes. Le SPD, lui, fait une campagne de démagogie écologiste et sociale. Il dénonce le fait que la réunification va coûter le plus cher aux plus pauvres, que Kohl ne présentera la note des augmentations d'impôts qu'au lendemain des élections. C'est un secret de polichinelle ! Et le SPD se sent probablement les coudées

d'autant plus franches qu'il n'a pratiquement aucune chance de l'emporter et d'être mis, lui, au pied du mur au lendemain des élections.

Le mécontentement, si ce n'est la colère des cheminots comme de bien d'autres travailleurs de l'ex-RDA contre l'avenir incertain, existe bien. Cette grève massive, qui s'ajoute à une multitude d'autres grèves (entre autres chez Zeiss à Iéna, ou à la télé... chaque fois en raison de "fusions" qui se soldent par des licenciements), est le signe que la classe ouvrière d'Allemagne de l'Est sait se faire craindre. Ce sont ces grèves qui ont convaincu déjà les autorités d'accorder quelques augmentations de salaires.

Mais la classe ouvrière doit être consciente des calculs d'appareils de la DGB et du SPD et apprendre au mieux et au plus vite que ses intérêts fondamentaux ne seront pas défendus jusqu'au bout par des syndicalistes qui sont aussi des "modèles" de bras gauche des patrons.

Michelle VERDIER

"UN CŒUR POUR L'URSS" ... ET UN PORTEFEUILLE CACHÉ DERRIÈRE ?

Une vaste opération d'aide alimentaire à l'URSS vient d'être lancée en Allemagne, à grand renfort de publicité. Une bonne partie de l'Allemagne bourgeoise et petite-bourgeoise semble s'être muée en dame patronnesse active et attentionnée pour ces malheureux de l'URSS qui, sans aucun secours, ne passeraient pas l'hiver ! Et tout s'organise impeccablement.

Pour cette opération, tous les hommes politiques de la bourgeoisie, Kohl et ses amis de la CDU ou du FDP, Lafontaine et les siens du SPD s'y sont mis. Les Eglises et la Croix-Rouge aussi. Une multitude d'organisations caritatives. Daimler-Benz fournira les camions pour le transport. Les plus grands hebdomadaires ou quotidiens, à commencer par ceux de la droite, exhortent solennellement leurs lecteurs et la population à avoir "Un cœur pour l'URSS". Et outre le fruit de cette quête nationale,

l'Allemagne va livrer à l'URSS l'essentiel des réserves alimentaires que Berlin-Ouest détenait dans ses hangars en prévision des aléas de l'ancienne guerre froide, et une partie des stocks de son armée. L'Allemagne peut nourrir des millions de personnes plusieurs mois.

Hambourg a déjà établi une navette aérienne avec Leningrad à qui elle est jumelée. Certains journalistes parlent à ce propos de "Pont aérien N° 2", après celui lancé par les Américains en 1948-49 pour ravitailler pendant

plus d'un an Berlin-Ouest encerclé par les Soviétiques. D'autres, pour illustrer combien l'histoire a changé, évoquent le siège de Leningrad, pendant la Seconde Guerre mondiale. Les bons bourgeois, à qui les souvenirs anciens laissent un zeste de mauvaise conscience, trouvent l'occasion de se racheter. Mais personne ne semble avoir évoqué un autre siège de Leningrad, plus ancien celui de 1918 quand la ville, déjà, était affamée parce que les grands Etats impérialistes s'étaient ligüés contre la jeune Russie révolutionnaire. La bourgeoisie allemande, même aujourd'hui, ne renie probablement pas ce siège-là.

Par générosité, bien des gens plus ou moins aisés en Allemagne peuvent verser leur obole pour l'URSS.

Mais cette campagne a pour fond un certain anti-communisme. Et surtout, l'opération "Un cœur pour l'URSS" (qui, comme par hasard, tombe en pleine campagne électorale !) est aussi une façon pour l'Allemagne bourgeoise de poser des jalons sur la route d'éventuels nouveaux marchés, ou d'éventuelles nouvelles zones d'investissements. Kohl dit vouloir aider Gorbatchev, mais veut surtout, si possible, faciliter la restauration du capitalisme ou de conditions optima de pénétration impérialisme en URSS.

Et il y a derrière tout cela d'autres préoccupations encore. "Mieux vaut envoyer des vivres en URSS que de recevoir un afflux de réfugiés de ce pays", a dit carrément un bureaucrate de la CEE. Le rideau de fer, somme toute,

était bien commode.

Alors des vieillards, des gosses, des malades soviétiques trouveront peut-être un réconfort éphémère dans ces vivres venues d'Allemagne... si le chargement des camions ne va pas se perdre dans les méandres

du marché gris ou noir, pour les seuls profits de multiples mafias de bureaucrates. Mais Kohl n'est pas un philanthrope. S'il fait des cadeaux à l'URSS, c'est dans l'espoir que celle-ci, demain, les lui rendra au centuple.





Après la démission de la "Dame de fer"

DU THATCHERISME SANS THATCHER



John Major, le nouveau Premier ministre.

Après onze ans de pouvoir, Thatcher a donc démissionné du gouvernement et de la direction du Parti Conservateur. Elle a préféré s'effacer, pour le présent en tout cas, plutôt que d'offrir plus longtemps l'image d'un parti au pouvoir déchiré par les querelles intestines, ou pire encore l'image d'un Premier ministre défait par ses adversaires politiques au sein de son propre parti. Et c'est un homme de son clan, un homme qui lui doit toute sa carrière, son ministre des Finances, John Major, qui lui succède.

L'annonce de la démission de Thatcher, moins de 48 heures après sa mise en ballotage par ses propres députés, a surpris autant les commentateurs politiques que la population britannique.

A coup sûr, pour une fois, Thatcher a fait plaisir à bon nombre de travailleurs. Depuis le temps qu'ils la vouent à tous les diables, voir Thatcher contrainte à la démission constitue une petite revanche.

Mais ce coup de théâtre n'a pas suscité l'allégresse. Le surlendemain, la crise gouvernementale était déjà à peine perceptible dans les slogans des 6 000 manifestants qui défilaient dans Londres contre l'intervention dans le Golfe et l'envoi de 14 000 soldats supplémentaires.

UNE DÉMISSION QUI TOMBE À PIC

C'est sans doute en partie bien là l'effet que Thatcher escomptait. En démissionnant, elle a dédramatisé d'un coup la situation. Une fois elle partie, la crise perdait automatiquement tout enjeu en-dehors de l'arène parlementaire. Tout rentrait dans la routine du parti au pouvoir. Finies les harangues anti-gouvernementales destinées à la toucher personnellement. Fini aussi le ton de polémique agressive des différents clans. Au contraire, tout le monde, opposants et partisans, s'est mis à entonner le couplet de l'unité indispensable du Parti Conservateur. La contestation a pris l'allure distinguée d'une partie de bridge entre gens du même monde. Cela n'avait plus l'air d'une crise gouvernementale, tout au plus d'un remaniement technique.

Paradoxalement, la démission de Thatcher la laissait également maîtresse de la situation. Désormais, elle pouvait lancer ses propres troupes contre l'ambitieux Heseltine. Au moment-même où Thatcher annonçait sa décision, deux de ses ministres et partisans notoires, le ministre des Finances, John Major, et celui des Affaires étrangères, Douglas Hurd, annonçaient leur candidature

pour le deuxième tour de scrutin. C'était offrir deux choix aux députés qui n'avaient voté pour Heseltine que pour faire partir Thatcher : Major pour les partisans du thatcherisme dur, Hurd pour ceux du thatcherisme mou. C'était, pratiquement à coup sûr, assurer le ballottage au deuxième tour de scrutin, et peut-être même une victoire pour l'un d'entre eux.

C'est cette dernière possibilité qui s'est réalisée, ou presque. Candidat soutenu officiellement par Thatcher, John Major a manqué la majorité absolue de deux voix. Aussitôt, les deux autres candidats, qui n'avaient plus guère de chance, compte tenu du système de vote préférentiel du troisième tour, se sont désistés en sa faveur. Il faut dire qu'entre temps, au nom de l'unité du parti, Major avait garanti aux autres candidats des portefeuilles de premier plan dans le futur gouvernement.

Voilà donc la crise dénouée, et par Thatcher elle-même. Celui qui la remplace compte parmi ses plus proches collaborateurs, l'un des artisans de sa politique économique, tout en faisant figure d'homme nouveau vis-à-vis de l'électorat. Et de fait, c'est elle qui l'a choisi.

De Keerle-Polak-Gamma



Les années Thatcher : celles où les travailleurs et les pauvres s'enfoncent de plus en plus dans la misère.

Politiquement, Thatcher a donc préservé l'essentiel, pour son parti et pour elle-même. Elle pourra même peut-être apparaître un jour, rétrospectivement, comme le sauveur du parti. Et même si le système du bipartisme n'a jamais laissé de place aux anciens Premiers ministres déchus par leurs pairs, elle peut peut-être encore faire exception.

ET MAINTENANT, LE THATCHERISME SANS THATCHER

John Major, le successeur, est peu connu. A 47 ans, il est devenu député en même temps que Thatcher arrivait au pouvoir. Et il n'occupe de fonction ministérielle que depuis un an, lorsque Thatcher a dû remplacer Nigel Lawson parti du gouvernement en claquant la porte.

C'est donc un homme "nouveau" qui doit tout à Thatcher et à son clan, et qui jusqu'à il y a un an n'a jamais opéré que des coulisses du pouvoir.

Sa principale lettre de noblesse, il la doit au journaliste qui découvrit que le père de l'homme chargé de jongler avec les taux d'intérêts et les chiffres de l'inflation avait été pour quelque temps... jongleur de cirque. Depuis, Major en a fait une vertu, l'image d'un homme parti de rien, le symbole de la "société sans classes" dont Thatcher a toujours eu le culot de se réclamer. On le présente comme un employé de banque monté à la force du poignet. Bref, l'incarnation de tous les espoirs de ces électeurs des couches modestes de la petite bourgeoisie que les conservateurs ont besoin de regagner avant les prochaines élections.

Ces électeurs s'y laisseront-ils prendre ? L'avenir le dira. Mais le fait est qu'à côté, le Parti Travailleuse et son leader ont un air de "déjà vu" et déjà un peu usé.

Quant aux travailleurs, Major ne leur laisse guère d'espoirs. Il poursuivra, a-t-il dit, la politique engagée. Tout au plus a-t-il laissé entendre, avant son élection, qu'il y aurait peut-être des choses à revoir dans le poll-tax et peut-être, la santé publique...

Autrement dit, si certains travailleurs attendent un changement même minime du nouveau Premier ministre, et il y en a, ils risquent de déchanter vite. Pour la classe ouvrière, tout cela n'aura été qu'une révolte de palais, sans conséquence et peu inspirante. Rien à côté de ce qu'aurait pu être la même démission sous la pression de la rue, par exemple de manifestations contre le "poll-tax".

François ROULEAU

Crise du Golfe

LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LES PAYS DU GOLFE

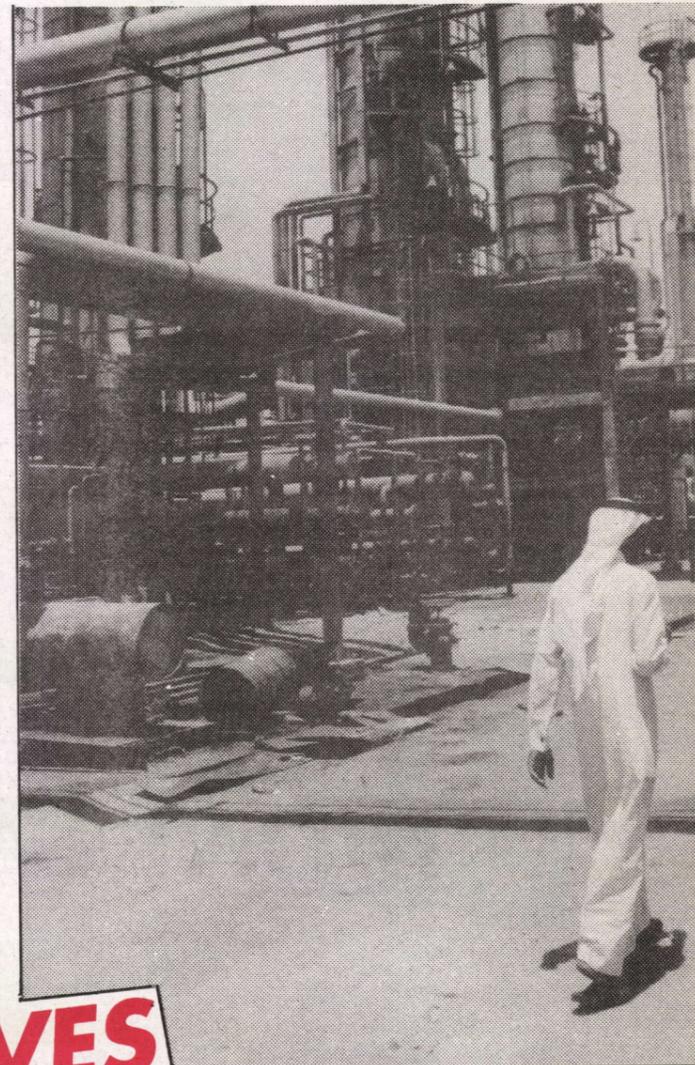
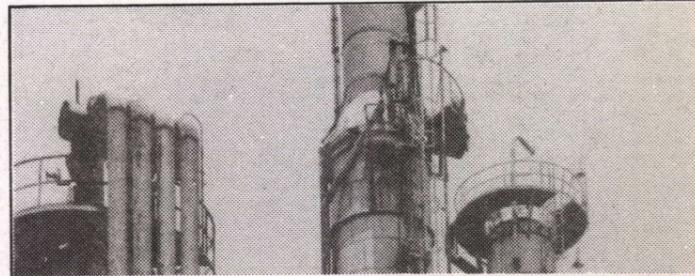
DES MILLIONS D'OUVRIERS

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït par l'Irak et l'envoi de troupes occidentales en Arabie Saoudite, on les a vus quitter le Koweït par dizaines de milliers, emportant les maigres biens qu'ils avaient pu conserver : Egyptiens qui, par le port d'Akaba, retournaient chez eux, mais aussi d'autres, Pakistanais, Indiens, Sri-Lankais, venus de bien plus loin et s'entassant dans des camps de fortune en Jordanie, attendant en plein désert leur transfert vers leurs pays d'origine.

Oui, les riches émirats du Golfe, dont les armées occidentales sont parties protéger les potentats, emploient tout comme les pays industrialisés, une main-d'œuvre immigrée qu'ils vont chercher dans les pays plus pauvres. De nombreux travailleurs viennent ainsi du Pakistan, du Bangladesh, voire même de Thaïlande ou de Corée, pour se faire

exploiter dans des conditions dignes du dix-neuvième siècle.

Quel est aujourd'hui le sort de tous ces travailleurs ? La grande presse n'en parle guère. Elle préfère verser des larmes sur les malheurs des émirs ou riches koweïtiens qui auraient tout perdu avec l'entrée des troupes irakiennes au Koweït – hormis leurs comptes bancaires en Suisse !



DES VAGUES SUCCESSIVES D'IMMIGRATION

Les émirats arabes ont acquis leur indépendance dans les années soixante, tandis que l'exploitation des puits de pétrole drainait des masses d'argent vers ces pays. Cela a entraîné un développement économique nécessitant l'emploi d'une main-d'œuvre (à tous niveaux de qualification) qui faisait défaut. Sous-peuplés, moyenâgeux, ces Etats ne disposaient ni des cadres techniques, administratifs, intellectuels, nécessaires à un pays moderne, ni de la main-d'œuvre qualifiée ou non dont ils avaient besoin pour bâtir leur économie.

Dans un premier temps, ils firent appel aux autres

pays arabes pour trouver ces travailleurs. Les premiers à émigrer, par la force des choses, furent les Palestiniens. Avant même l'indépendance des Emirats, les cheiks les accueillirent d'autant plus volontiers qu'ils étaient arabes, anglophones, mais surtout instruits.

Cependant, la grosse vague eut lieu après la Guerre des Six Jours, en 1967. Ils sont actuellement environ 600 000 Palestiniens installés dans le Golfe (beaucoup ayant la nationalité jordanienne). Plus de la moitié d'entre eux se trouvaient au Koweït, qui avant son annexion par l'Irak était jugé un Etat

relativement libéral en regard des autres Etats du Golfe.

Les Egyptiens aussi, dans un premier temps, fournirent l'essentiel des intellectuels qui faisaient défaut à ces pays, les emplois de professeurs leur étant pour ainsi dire réservés au Koweït.

Mais, avec le boom pétrolier des années soixante-dix et la mise en route de grands chantiers, les pays du Golfe eurent besoin de toujours plus de travailleurs, qualifiés et non qualifiés. Les non-qualifiés se recrutèrent principalement au Yémen et au Soudan, mais les principaux immigrants furent, et restent, les Egyptiens.

En Egypte, l'émigration a commencé en 1971, quand elle a été légalisée, pour devenir massive à partir de 1973, lors de la politique dite «d'ouverture» de Sadate, qui n'a cessé ensuite de l'encourager, tout comme Moubarak, qui a fait passer la validité des passeports délivrés de cinq à sept ans. Comme pour beaucoup de pays, ce fut le seul moyen de lutter contre le chômage, qui touche d'autant plus l'Egypte que sa population augmente rapidement. Ne serait-ce que pour maintenir le nombre actuel de chômeurs (2 millions), il faudrait que l'Egypte crée 450 000 emplois par an...

Jusqu'à l'été dernier, les travailleurs égyptiens

étaient officiellement un million et demi dans les émirats du Golfe, en Irak et en Arabie Saoudite ; dans les faits, compte tenu des clandestins, ils étaient sans doute deux millions ou plus.

A la fin des années soixante-dix, les pays du Golfe se tournèrent vers l'Asie pour recruter une main-d'œuvre encore meilleur marché et plus malléable, et qui, contrairement à beaucoup d'Arabes, ne revendique pas la citoyenneté du pays d'accueil. Le nombre d'Asiatiques n'a cessé de croître pour former, dans les années 80, le tiers des travailleurs immigrés au Moyen-Orient. Les plus nombreux – plus d'un million de travailleurs – sont les Pakistanais, suivis

par les Indiens, les Bangladeshis et les Sri-Lankais. Plus récemment encore sont venus des travailleurs d'Extrême-Orient : Coréens, Thaïlandais et même Chinois.

Au total, plus de dix millions d'étrangers sont venus depuis vingt ans travailler dans les pays du Golfe, et il y en a cinq millions en permanence – du moins, avant l'exode de cet été – principalement en Arabie Saoudite, en Irak et au Koweït. La plupart, liés par des contrats de travail très stricts dans des pays où se faire naturaliser est chose presque impossible, n'y restent que quelques années. Dans certains pays, comme le Qatar ou les Emirats Arabes Unis, ils forment même 70 à 85 % de la population totale.

RS PRIVÉS DE TOUS DROITS

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES DU 19^e SIÈCLE

L'immigration et l'emploi sont très réglementés dans les pays du Golfe. Sauf en Irak, où tout travailleur arabe peut entrer, sortir et changer d'employeur librement, et en Arabie Saoudite et au Koweït où ces droits sont réservés aux seuls Yéménites, tout travailleur qui veut venir dans ces pays doit avant toute chose se trouver un «garant» autochtone dont il dépend entièrement : un «kafil».

Seul le kafil négocie avec l'employeur, et l'ouvrier ne peut ni le quitter, ni changer de patron, sauf à quitter le pays et y revenir ensuite, ce qui est encore faisable pour des travailleurs arabes, mais impossible pour les Asiatiques qui viennent de loin. Ceux-ci, d'ailleurs, quand ils veulent émigrer, doivent passer par une agence qui, moyennant finances, leur fournira un kafil. Avant d'arriver dans les pays du Golfe, c'est parfois six mois de salaire que le travailleur devra rembourser à l'agence.

D'autre part, comme il est interdit à tout étranger de

posséder des biens, celui qui veut acheter un logement ou monter un commerce doit passer aussi par l'intermédiaire du kafil qui sert de prête-nom et est le propriétaire légal, ce qui fait tout de suite plus que doubler les prix et n'offre, il va sans dire, aucune garantie à l'acheteur réel.

A la fin du contrat de travail, le travailleur immigré est systématiquement renvoyé du pays, de même lorsqu'il arrive à la retraite (ce qui est le cas pour des Palestiniens installés depuis parfois quarante ans au Koweït et n'ont nulle part où aller).

Pour les Coréens ou les Philippins, le système est dif-

férent, mais tout aussi contraignant sinon pire.

L'entreprise coréenne qui a un contrat de travail avec les pays du Golfe importe en même temps ses travailleurs qu'elle installe dans des camps, par dizaines de milliers. Ainsi le camp de Chabia, au Koweït, comptait-il 80 000 ouvriers ; celui de Djebel Ali, à Dubai, en compte 87 000.

L'organisation de ces camps est militaire. (Il y a même un responsable des sorties en ville pendant les jours fériés !). Les ouvriers travaillent 14 heures par jour, pour un salaire double de celui qu'ils percevraient en Corée, mais on ne leur donne que leur argent de poche. Le reste est envoyé en Corée, où l'Etat prélève 30 % des sommes gagnées.

Les emplois offerts aux travailleurs immigrés vont du manœuvre au professeur d'université, étant bien entendu que les travailleurs non qualifiés forment l'essentiel de l'immigration.

Les émirats garantissent un emploi à leur population autochtone et lui réservent les postes de l'administration. Cette politique de clan fait que tous ces pays comportent une administration pléthori-

que, où jusqu'à neuf personnes effectuent la tâche d'une. Mais pour tout le reste, y compris les emplois «religieux», ils ont fait appel aux travailleurs étrangers. Les ingénieurs, techniciens, cadres, professions libérales sont surtout arabes, mais les emplois d'ouvriers, de maçons, de manœuvre sont indistinctement occupés par des Arabes ou des Asiatiques. Du Sri-Lanka viennent la plupart des domestiques (c'est d'ailleurs le seul pays où l'émigration féminine dépasse l'émigration masculine, y compris des femmes mariées ayant des enfants à charge qu'elles laissent au pays).

Si, malgré l'exploitation sans fard, où les travailleurs n'ont même plus l'illusion qu'ils pourront améliorer leur sort grâce à la «liberté du travail» et dépendent entièrement de véritables négriers, malgré l'absence de toute législation du travail qui leur garantisse quelque droit, ils sont si nombreux à émigrer dans le Golfe, c'est bien sûr à cause de l'attrait du salaire. Bien que bas, les salaires permettent cependant, à beaucoup de Bengladeshis, Indiens ou Philippins de faire vivre leur famille qui, sans cela, n'aurait pratiquement rien.



Mitterrand fastueusement reçu par le cheik Zayed des Emirats Arabes Unis.



Des Indiens qui se sont enfuis du Koweït, à la suite de l'invasion irakienne, se battent pour avoir un peu d'eau.

Quant aux Egyptiens ou aux autres Arabes, ils touchent un salaire bien supérieur à celui qu'ils auraient dans leur propre pays. C'est vrai en ce qui concerne les «cerveaux» : ainsi, un professeur d'université égyptien en poste à Bagdad pourra économiser deux fois et demie le salaire mensuel qu'il aurait perçu en Egypte, tout en vivant dans un appartement luxueux ; c'est vrai aussi pour les travailleurs non qualifiés : un maçon au Koweït gagne dix fois plus qu'en Egypte.

Pour ce dernier pays, les revenus provenant des travailleurs émigrés se montaient en 1984 à 4 milliards de dollars, devant de loin les recettes en devises fournies par le pétrole, le Canal de Suez et le tourisme. Pour le Pakistan, ces revenus étaient de 1,6 milliard de dollars en 1987. Cet argent servait avant tout à faire vivre les familles restées au pays.

Avec la crise du Golfe, la fuite de dizaines de milliers de travailleurs du Koweït ou d'Irak signifie donc un appauvrissement immédiat, la chute dans la misère totale de popu-

lations qui, bien souvent, n'avaient que ce salaire pour vivre. Et cela implique, dans un pays comme l'Egypte, une dégradation de la situation sociale qui vient s'ajouter aux conséquences de l'interruption du commerce avec l'Irak...

Les dirigeants occidentaux ont bien promis des compensations financières aux régimes qui, comme celui de Moubarak en Egypte, se sont rangés de leur côté dans l'affaire du Golfe. Moubarak et les bourgeois égyptiens les toucheront sans doute, mais certainement pas les travailleurs égyptiens qui viennent de perdre leur gagne-pain.

Avec même qu'un coup de feu ait été tiré dans le Golfe, c'est ainsi, déjà, toute une classe ouvrière qui a commencé à payer les conséquences de la crise.

Marianne LAMIRAL

SIX SEMAINES DE GRÈVE DES ENSEIGNANTS FRANCOPHONES

En Belgique, samedi 24 novembre, les deux grands syndicats belges, la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) et la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens) acceptaient un sixième essai d'accord avec les ministres de l'Éducation de la communauté francophone. Il s'agissait de tenter de mettre fin à la grève des enseignants de la communauté francophone, qui durait depuis près de six semaines.

Ce dernier accord ne diffère des précédents, refusés par les assemblées des enseignants, que par la présence des présidents du Parti Socialiste et du Parti Social-Chrétien aux négociations, et par leur garantie donnée qu'ils trouveront les moyens de financement des mesures déjà proposées. De plus les ministres se sont engagés à ne pas réduire les effectifs jusqu'à l'année scolaire 1991/92. Mais cela suffira-t-il à mettre fin à la grève, comme le souhaitent tous les partis politiques et les directions syndicales ? Rien n'est moins sûr.

Dimanche 18 novembre encore, contre les mêmes propositions, 100 000 manifestants (40 000 d'après la police), défilaient dans les rues de Bruxelles et exigeaient la «revalorisation du métier d'enseignant», c'est-à-dire l'augmentation des salaires, ainsi que toute une série d'améliorations des conditions de travail.

Elèves et étudiants côtoyaient instituteurs et profs, ainsi qu'un nombre important de parents d'élèves ; un soutien qui n'était pas négligeable, après un mois de grève des enseignants, et donc de problèmes posés par la garde des enfants.

Plus importante que toutes, cette manifestation n'avait pourtant plus le dynamisme de celles organisées depuis le mois de mars 1990, notamment en mai et juin (20 000 enseignants à Verviers), et surtout celle du 27 septembre, où la police avait violemment chargé, et fait dix blessés parmi les enseignants.

PAS D'ARGENT POUR L'ÉDUCATION

Cela fait plus de 6 mois en effet que le profond malaise ressenti chez les 105 000 enseignants belges francophones a éclaté.

Il faut dire que depuis 1974, les gouvernements successifs n'ont pas lésiné sur les réductions de crédits affectés à l'éducation. De 1975 à 1990, la part de l'Éducation dans le budget de l'État est passée de 21,8 % à 15,4 %. Sur la même période de 15 ans, la part du produit national brut consacrée à l'Éducation est passée de 6,2 % à 4,7 %. Pour les enseignants, cela s'est traduit par le blocage salarial, la perte d'au moins 15 % de leur pouvoir d'achat, une augmentation importante des effectifs en classe et la dégradation des locaux, du matériel et des conditions d'enseignement.

S'ajoute à tout cela la difficulté d'enseigner à un nombre toujours plus grand d'élèves qui n'ont guère

d'autre perspective dans la vie que le chômage.

Les écoles laïques tout comme les écoles catholiques, nombreuses en Belgique, ne trouvent même plus depuis plusieurs années le nombre d'enseignants qualifiés qui leur serait nécessaire.

Les responsables politiques invoquent bien sûr les difficultés financières de l'État belge, fortement endetté (plus de 1,5 fois le PNB d'une année). Mais celui-ci a quand même trouvé moyen de continuer à réduire le taux d'imposition des bénéfices des entreprises, dont les profits se sont envolés, tout en maintenant la pression de l'austérité sur l'ensemble des fonctionnaires et assimilés.

DES CONCESSIONS RIDICULES

Bien sûr, tout est bon pour dénoncer ces enseignants fauteurs de troubles. Ils seraient en surnombre : après le «baby-boom» des années 60 c'est le reflux des effectifs ; ils ont beaucoup de vacances ; ils prennent les enfants en otages, etc. Pour le gouvernement central belge, formé d'une coalition des partis chrétiens, des partis socialistes (chaque parti est dédoublé, entre communauté néerlandophone et communauté francophone) et d'un petit groupe nationaliste flamand, ce n'est plus son affaire : depuis un an, c'est chaque «communauté linguistique» qui a la responsabilité de son Éducation ; alors, qu'elle se débrouille...

Côté francophone, la communauté est tenue en mains par le Parti Socialiste. Ces ministres du «Parti du Cœur» refusent les revendications des enseignants pour 1990 : le budget de l'Éducation est bouclé, il n'y a pas de ressources pour l'augmenter. Pour 1991, ils s'enfoncent dans le mesquin en proposant qu'une prime de fin d'année (3 000 FF) soit payée en chèques-repas : elle ne serait plus imposable. Ils proposent aussi une augmentation générale d'un peu plus de 340 FF, 862 FF pour ceux au bas de l'échelle. Enfin, pour 1992, l'augmentation de 1991 serait complétée pour donner 4 % en octobre !

Mais ces concessions ridicules ont été refusées à plusieurs reprises par les assemblées d'enseignants. Alors

ces politiciens du PS qui s'étaient fait élire au nom de la justice sociale répondent avec cynisme : «Vous pouvez danser sur votre tête, nous n'avons pas d'argent».

Commencée sans le soutien des directions syndicales régionales, du côté de la confédération CSC liée au PSC, comme du côté de la FGTB liée au Parti Socialiste, la grève a quand même pu se développer avec les militants syndicaux de base, avec un Front Commun Syndical. Des enseignants ont aussi organisé des liaisons inter-écoles hors des structures syndicales. Une forte pression de la base a été régulièrement exercée sur les responsables syndicaux.

En même temps la détermination des enseignants a des limites, marquées notamment par le refus d'envisager de perdre une partie du salaire. Jusqu'à présent en effet, les grévistes devraient en principe être payés : il suffit qu'un piquet de grévistes soit présent devant la porte pour qu'on puisse se déclarer dans l'impossibilité d'entrer travailler. Alors les enseignants s'échangent le service et font le piquet devant l'école voisine, tandis qu'en tentant de faire pression sur les directions des écoles, souvent complices des enseignants, pour qu'elles appellent la police, le gouvernement n'a fait que se ridiculiser un peu plus.

Il faut dire aussi qu'à cette occasion la hiérarchie de l'enseignement catholique (45 % des effectifs côté francophone) n'est pas mécontente de faire un croc-en-jambe à la majorité socialiste de la communauté francophone. Et peut-être espère-t-elle qu'en plus des augmentations salariales, les profs pourraient aussi décrocher une augmentation des subventions versées par les pouvoirs publics.

Dans cette mobilisation, les différentes catégories d'enseignants ont au moins appris à dépasser en partie leur corporatisme, la division entre réseau laïque et réseau catholique, à se connaître et à se soutenir. Mais cette ouverture ne dépasse pas les limites du corps enseignant. Seules quelques voix se sont fait entendre, proposant d'essayer d'élargir la lutte à d'autres catégories, comme les infirmières par exemple, qui menacent en ce moment même de se remettre en grève pour des revendications tout à fait semblables.

Pourtant, si les assemblées d'enseignants refusent une fois de plus les propositions des pouvoirs et des directions syndicales, seul l'élargissement de la lutte à d'autres secteurs pourrait éviter le risque d'un enlisement de la grève.

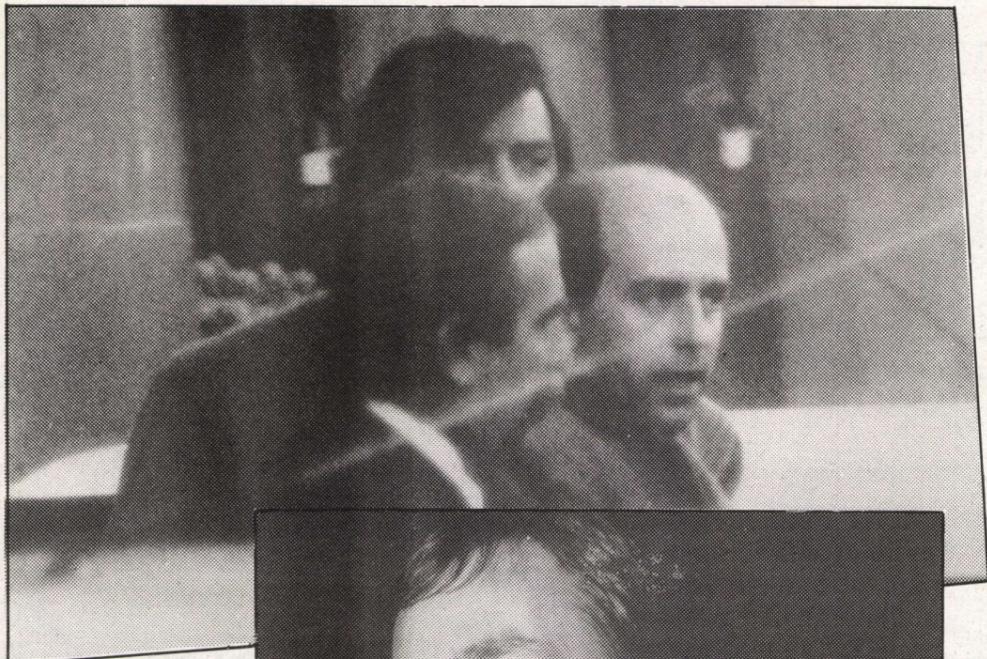
Jean LANGEVIN

LES SALAIRES DES ENSEIGNANTS

| | en FF par mois | |
|---------------------------|----------------|--------|
| | Brut | Net |
| Instit. maternelle | | |
| débutant | 7 605 | 5 457 |
| fin de carrière | 13 035 | 8 084 |
| Licencié | | |
| débutant | 11 141 | 7 173 |
| fin de carrière | 19 955 | 11 346 |

FOU DU FOOT, MAIS PAS SI FOU QUE ÇA

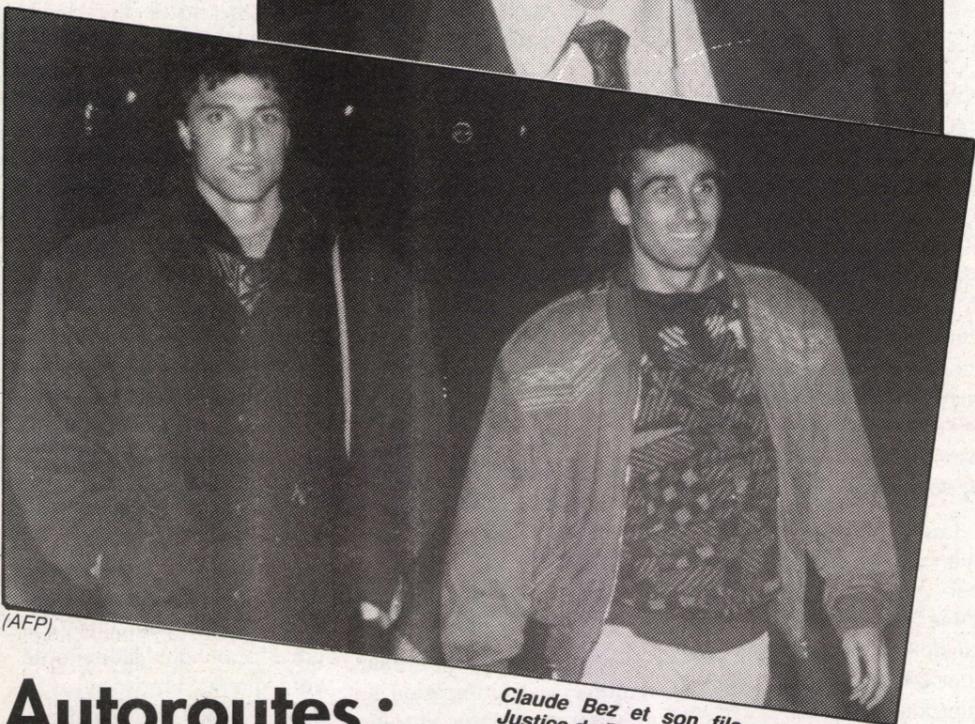
Après l'inculpation de Claude Bez, c'est Alain Afflelou qui vient de mettre la main sur le Club de football des Girondins de Bordeaux. N'en doutons pas, ce n'est pas par philanthropie qu'il vient apporter quelques capitaux à cette affaire, dont le trou vient de défrayer la chronique, mais dans l'optique d'y faire fructifier son apport. Après Jean-Luc Lagardère, Bernard Tapie, et d'autres moins connus et moins riches, cet homme d'affaires qui est à la tête d'un groupe pesant, selon la presse, un milliard de francs de chiffre d'affaires annuel, le fric et le football, déjà mariés depuis longtemps, confirment leurs épousailles.



(AFP)



(AFP)



(AFP)

Autoroutes : ILS NOUS ROULENT !

Sous prétexte de trouver les moyens de construire 4 000 km d'autoroutes supplémentaires d'ici à 2005, dont la réalisation de 900 kilomètres de voies à péage, il est envisagé d'augmenter les péages sur les tronçons actuellement en service. Or les tarifs ont déjà été multipliés par quatre au cours des 20 dernières années. Pour aller de Paris à Perpignan, il faut déboursier 250 F ; de Paris à Nice, 260 F ; de Paris à Toulouse, 267 F...

Sans compter les taxes qu'on paye sur l'essence, les impôts qui devraient servir à l'Etat pour entretenir et refaire des routes, combien de fois faut-il payer pour pouvoir rouler ? C'est quand même un comble que ce qui était gratuit, jusqu'à il y a quelques années, soit devenu non seulement payant, mais de plus en plus cher. Péage, ça rime avec Moyen-Age.

Claude Bez et son fils au Palais de Justice de Bordeaux (en haut). Le directeur général de l'OM (au centre) et deux footballeurs de l'OM (en bas) devant l'Hôtel de Police de Marseille. Le petit davantage les tribunaux que les stades, ces temps-ci...

Pendant les années 80, le foot est devenu un business de niveau de plus en plus élevé. Cela a été l'escalade. Les clubs de football sont des affaires de plus en plus importantes et brassent de plus en plus d'argent. Ils peuvent donner les moyens de faire de l'argent facile, et ont jusque-là l'avantage d'avoir un fonctionnement pas trop contrôlable. Il se trouve qu'aujourd'hui le fisc met le nez dans certaines affaires - pour des raisons qu'il paraît difficile d'éclaircir avec certitude, surtout s'il s'agit de règlements de comptes politico-financiers. Mais, la comptabilité de ces clubs répondant aux règles qui sont celles des associations loi de 1901, moins contraignante et moins transparente que celles régissant les entreprises, elle peut ne pas déplaire à certains hommes d'affaires...

On a assisté ces dernières années à une inflation colossale sur le prix des «salaires» des joueurs, et surtout sur le prix de leurs transferts. Sur l'achat et la vente d'un joueur d'un club à un autre, de grosses commissions et des dessous-de-table ne man-

quent pas d'être versés. En 1985, Jean-Luc Lagardère, patron de Hachette et de Matra ainsi que du Racing, avait acheté Max Bossis au FC Nantes pour près de 30 millions. Jean-Marc Ferreri était passé un an plus tard d'Auxerre à Bordeaux pour 22 millions. Cantona était passé à Marseille pour 19 millions en 1987. Cette même année, Bernard Tapie reprenait l'OM de Marseille et achetait Manuel Amoros à Monaco en 1989...

Depuis deux ans, on cite les transferts suivants : Waddle, de Tottenham à Marseille, pour 45 millions ; Stojkovic, de l'Etoile Rouge à Marseille, pour 47 millions ; Rui Barros, de la Juventus à Monaco, pour 20 millions ; Mozer, de Benfica à l'OM, pour 20 millions ; Didier Deschamps, de Nantes à l'OM, pour 17 millions ; etc.

Mais ces transactions, par lesquelles s'échangent des millions, ne sont pas les seules façons de faire de l'argent et d'en laisser au passage pour certaines. Il y a aussi les subventions des municipalités qui atteignent parfois des sommes considérables. A Bordeaux par exemple, pour le Centre international du football appartenant au Club des

Girondins, celui-ci avait touché 54 millions de francs de subventions des collectivités locales, alors que les travaux n'auraient coûté que 44 millions. Pour le siège du Club, ils avaient obtenu 37,5 millions et n'en avaient payé que 21, alors qu'un des fils de Claude Bez avait touché sept millions de francs en tant que maître d'ouvrage.

Sans compter toutes les autres combines, grandes ou petites, depuis celles qui tournent autour des recettes de la publicité et du sponsoring, la double billetterie permettant de camoufler au fisc les recettes réelles des matches, les reventes de places par des associations-écran à des prix plus élevés, les recettes de buvettes ou autres. Et là, l'imagination n'a guère de bornes.

Taper dans un ballon, c'est certainement très sympathiques et ça fait du bien pour l'organisme. Le sport vu comme ça mérite bien d'être encouragé. Mais le football dans la société du fric, où le sport dominant consiste à s'enrichir, est bien autre chose que cette distraction innocente.

L.G.

VIVRE AVEC MOINS DE 5 F PAR JOUR

Deux milliards d'êtres humains, sur les quelque cinq milliards que compte la planète, vivent avec l'équivalent d'un dollar par jour. Ce chiffre résulte de calculs effectués à la demande de la Banque Mondiale, institution liée au FMI, qui ne peut être accusée de vouloir «exagérer» la misère.

D'habitude, on nous assène des chiffres sur le «produit national brut», ou on divise le revenu global d'un pays par son nombre d'habitants : ce qui donne toujours une vision faussée d'une réalité où, dans un même pays, peuvent se côtoyer richesse et pauvreté extrê-

mes.

Cette fois-ci, la Banque Mondiale a tenu compte des biens réellement consommés, dit-elle, aussi bien dans les pays les plus déshérités que dans d'autres qui le sont moins.

Sur les cinq milliards d'êtres humains que compte la planète, les deux-cinquièmes vivent donc avec un revenu de moins de 5 F par jour.

Mais la Banque Mondiale ne nous dit pas combien leur pauvreté aux puissants qui dirigent la planète, et dont elle est l'une des institutions.

TAPIE EN BANLIEUE

Depuis quelques semaines, Tapie s'occupe de ce que la presse présente comme le mal du siècle : les banlieues à problèmes.

Tapie fait dans le "social", mais ce n'est pas nouveau. En 1984 il avait aussi promis de faire dans le "social" en sauvant les entreprises du groupe Wonder qu'il venait de racheter à bas prix. Un an plus tard plusieurs d'entre elles avaient été fermées et des centaines de travailleurs avaient été licenciés. Et son esprit social n'a cessé de lui rapporter gros, de Paris à Montfermeil en passant par Marseille !

Alors rien d'étonnant à ce qu'aujourd'hui Tapie lorgne du côté de ces banlieues. Avec un peu d'astuce, il pourrait bien trouver les moyens de faire travailler à bas prix des jeunes sans travail.

Arsenal de Cherbourg

UNE TENTATIVE D'INTIMIDATION QUI TOURNE COURT

A l'Arsenal de Cherbourg, comme dans bien des entreprises, le mécontentement sur les salaires est réel et s'exprime sous différentes formes.

Ces jours derniers, la CGT a lancé des actions sur le problème de l'avancement, bloqué depuis des années. Au point qu'aujourd'hui un jeune charpentier-fer de 18 ans, par exemple, peut espérer avancer d'une catégorie (850 F environ) à l'âge de 52 ans, si tout va bien. En gros, passer de P1 à 6 400 F nets à P2 à

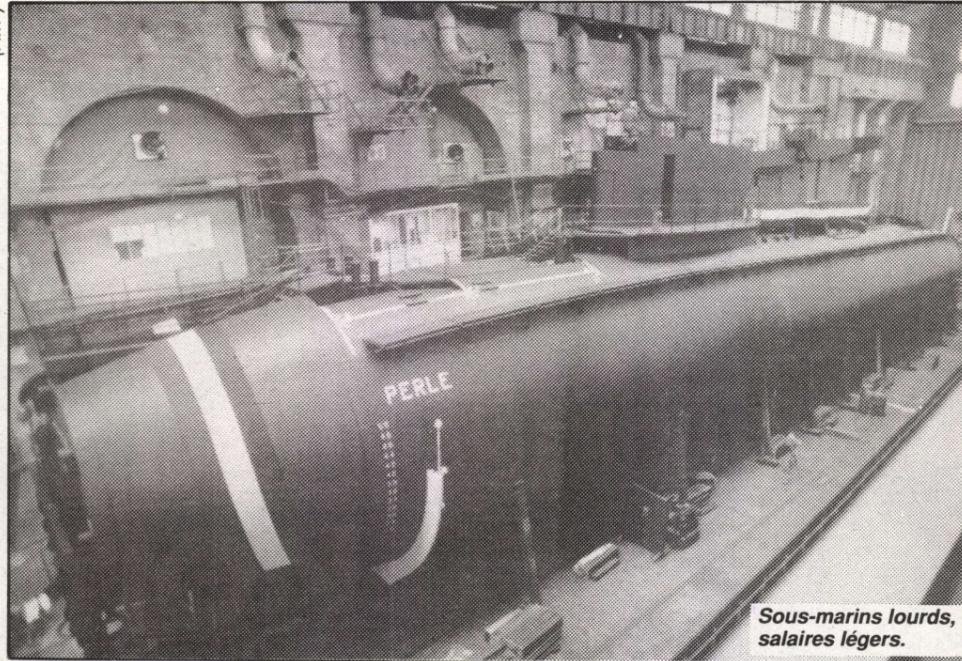
7 300 F, à condition en plus qu'il passe un essai professionnel.

Bien entendu, le problème est que l'Etat-patron applique la rigueur salariale et que l'enveloppe pour les changements de catégorie est vide.

Alors la direction de l'Arsenal, face à cette agitation, essaie d'impressionner le personnel : c'est ainsi qu'elle a tenté de sanctionner par deux fois des militants CGT qui se réunissaient ou qui distribuaient des tracts dans l'usine, pratique courante depuis...

1968. En Mécanique-Nord, 26 personnes ont ainsi été menacées d'une sanction financière de 150 F. Le résultat fut qu'un quart d'heure après, 150 personnes envahissaient le bureau du chef d'atelier qui reculait aussitôt sur les sanctions.

A croire que son compère, ingénieur principal de l'armement, chef du chantier des sous-marins nouvelle génération, souhaitait également de la visite, puisqu'il a lui aussi menacé six camarades qui distribuaient un tract. Il a



Sous-marins lourds, salaires légers.

été servi lorsqu'une centaine de personnes l'ont extirpé d'une réunion où il se trouvait pour lui demander de retirer les sanctions, ce qu'il fit sans demander son reste.

L'Arsenal de Cherbourg produit peut-être des sous-

marins modernes, mais il applique encore une pratique du début du siècle : les amendes sur salaire ; ou, en tout cas, il essaie de le faire...

L'intimidation n'a pas marché et la satisfaction régnait dans les ateliers

concernés où nombreux étaient ceux qui regrettaient de ne pas avoir assisté au spectacle.

Le problème des salaires, lui, reste entier et la direction a pu sentir - de très près - notre détermination.

Alcatel Colombes

FAUT PAS PRENDRE LES SALARIÉS POUR DES CAPITALISTES SAUVAGES

La CGE, trust de 210 000 personnes, lance une nouvelle augmentation de capital, réservée aux salariés.

La part qui leur est attribuée est comprise entre 200 et 600 millions de francs : moins de 10 % du bénéfice de 1989 (7 milliards). Il n'y a pas de risque que les travailleurs deviennent majoritaires. Ouf, le PDG a échappé à la collectivisation !

Mais pourquoi vouloir nous transformer en actionnaires ? Pourquoi cette lettre sur papier glacé qu'a reçue chaque salarié des filiales du groupe (Alstom, Alcatel, Câbles de Lyon...) dans laquelle le PDG nous invite à acheter après mûre réflexion des actions de la CGE ? « Nous avons d'autres moyens pour répondre aux besoins de financement du groupe », affirme-t-il dans une cassette de magnétoscope qui nous a été projetée dans des réunions à Alcatel-Colombes. « Mais la force d'une entreprise dépend pour une large part des hommes qui la composent... mais aussi de leur attachement à leur entreprise, de leur confiance en ses dirigeants ». Et il termine par ces mots : « Le geste compte plus que l'importance de la somme investie ».

Le problème, c'est que si les actions CGE ont vu leur valeur multipliée par deux en trois ans, c'est loin d'être le cas pour nos salaires. Et pour nos fiches de paie, ce n'est pas le geste qui compte, c'est la somme indiquée au bas de la feuille.

A travers les actions qu'elle nous propose, la CGE voudrait créer « un lien personnel direct entre chaque salarié et le groupe ». Cela ne vaut pas un bouton de culotte.

Correspondant LO

Chocolaterie Cémoi (Perpignan)

La chocolaterie Cémoi (ex-Cantalou), installée dans la banlieue de Perpignan, est une entreprise de 263 salariés. Mercredi 14 novembre, un appel à la grève était lancé par les syndicats CGT et FO avec entre autres la revendication de 1 500 F pour tous. Le premier jour, une cinquantaine de salariés se mettait en grève. C'étaient essentiellement des travailleurs de la production et du conditionnement. La grève ne touchait donc pas les bureaux.

Les secteurs touchés par la grève emploient 150 travailleurs dont 50 ouvriers sous contrat qui, eux, ne se sont pas mis en grève.

Les grévistes mettaient un piquet de grève en place dès le premier jour. Il s'agissait

d'empêcher les camions d'approvisionner l'usine et de sortir la production. C'est la saison des fêtes et le moment choisi par les grévistes est, bien sûr, le mauvais moment pour la direction qui a de grosses commandes de chocolat de Noël.

Les grévistes, d'une cinquantaine au départ, voyaient leur nombre passer à plus d'une soixantaine les jours suivants et cela sur une centaine d'ouvriers embauchés à la production.

La direction pour entamer le moral des grévistes assignait une quinzaine d'entre eux pour « entrave au droit du travail, et le 20 novembre, le tribunal de grande instance de Perpignan ordonnait la levée

du piquet de grève le même jour.

Mais le lendemain, le piquet de grève était toujours en place. Ce jour-là, mercredi 21 novembre, un transporteur indépendant, par ailleurs conseiller municipal FN de Perpignan, tentait de forcer le piquet avec son camion. Le pare-brise du poids-lourd de ce triste individu devait faire les frais de l'opération...

Cette bonne leçon allait renforcer la détermination des grévistes et plus aucun transporteur n'allait tenter pareille aventure.

Trois jours plus tard, le samedi 24 novembre, le nombre et le moral des grévistes ne faiblissaient pas, par contre les stocks de matières premiè-

res, eux, fondaient à vue d'œil. La direction, qui, dans les précédentes négociations, ne voulait pas entendre parler d'augmentation de salaire, lâchait 300 F immédiatement pour tous ainsi que 300 F supplémentaires en deux fois, en mai et novembre 1991.

Lors du vote qui suivait ces négociations, une quinzaine de travailleurs se prononçaient pour la poursuite de la grève alors que la majorité votait pour la reprise qui avait lieu le lundi 26 novembre.

Mais pour tous les grévistes, le patron avait bel et bien reculé et c'était la preuve pour tous, grévistes ou non, que ceux qui avaient raison étaient ceux qui étaient en lutte. Une leçon pour l'avenir.

BLOCUS SUR LE CHOCOLAT DE NOËL

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste. France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

**Delachaux
(Gennevilliers - Hauts-de-Seine)**

RAS-LE-BOL DES ACCIDENTS DE TRAVAIL !

Une série d'accidents venant de se produire est là pour rappeler que chez Delachaux, dans cette usine aux conditions de travail dignes du 19^e siècle, la vie et la santé des travailleurs ne valent pas cher.

Une quinzaine de jours après qu'un noyauteur de l'Acierie a failli être écrasé par la chute d'une pièce (il n'avait dû son salut qu'à sa rapidité à prendre ses jambes à son cou), dans le secteur des roues, au Profilage, un travailleur a eu le doigt entaillé.

Après quelques rapides soins, ce travailleur était renvoyé à son poste de travail. Pas question de perdre un travailleur pour la production et surtout, comme souvent dans ce cas, c'était bien commode pour ne pas déclarer un accident de travail venant se rajouter à une longue liste d'au-

tres.

Résultat, quelques jours plus tard, ce travailleur repris par des douleurs devait subir une opération : sa blessure s'était infectée jusqu'à l'os. Depuis plus d'un mois, il est en arrêt-maladie.

Peu après, un grave accident se produisit à l'Acierie. Un samedi soir à 23 h, un ouvrier qui travaillait à l'Ebarbage tombait d'une hauteur de 4 mètres d'une échelle fixée contre la grenailleuse. Ayant plusieurs fractures graves à la jambe, il s'est traîné sur le sol pendant une demi-heure en criant avant de réussir à alerter le seul autre travailleur présent qui faisait tremper des pièces à l'autre extrémité de l'Acierie.

Aujourd'hui, ce travailleur est à

Les travailleurs de Delachaux lors de la dernière grève de mars-avril 1985.



l'hôpital, sans doute handicapé à vie. La direction n'avait pas même informé les délégués du Comité Hygiène et Sécurité de cet accident.

Au même moment, on apprenait le licenciement d'un travailleur d'une cinquantaine d'années, victime d'un accident du travail sept mois auparavant. Il s'était fait une déchirure musculaire entraînant un tassement important d'un disque de la colonne vertébrale en déplaçant à la barre à mine une pièce de plusieurs centaines de kilos.

Ce licenciement a indigné l'ensemble des travailleurs voyant qu'un des leurs, estropié pour les profits de Delachaux, était tout simplement jeté à la rue.

C'est dans des conditions de travail pénibles, avec un matériel vétuste, manquant d'entretien et pour des salaires minables que chaque jour on s'esquinte dans cette usine pour les profits de la famille Delachaux. Alors, il n'y a aucune raison qu'on y laisse notre peau.

Correspondant LO

CHR d'Angers

PEUT FAIRE MIEUX, MAIS C'EST MOINS CHER !

Au CHR d'Angers, le nouveau bloc ORL a enfin ouvert ses portes le 20 novembre, avec plus d'un an de retard. En effet, faute de postes suffisants en 1989, le «département» d'ORL-Stomato-Chirurgie Plastique a dû continuer à fonctionner tant bien que mal, coupé en trois morceaux distants de 500 mètres, et cela malgré une forte augmentation de l'activité : 25 % d'interventions en plus en un an pour la seule unité de chirurgie plastique !

Le ministère a débloqué en mai dernier 35 postes, sur lesquels 3,5 vont permettre au nouveau bloc de fonctionner... Plus ou moins bien, car il faudrait encore 2 postes pour que toutes les salles d'opérations soient utilisées.

Malgré ce retard, qui aurait dû permettre un aménagement parfait

des locaux, l'architecte a mené le chantier à la va-comme-je-te-pousse. La construction du bloc a été émaillée de gags tous plus «drôles» les uns que les autres : après l'oubli du chauffage - qui a nécessité la réfection des peintures - il y a eu le sol de deux salles qui n'était pas de niveau, la salle de nettoyage des instruments qui ne possède aucune fenêtre. Un des scialytiques (éclairage pour les chirurgiens) vient d'être installé in-extremis car les néons du plafond avaient été placés trop près du centre de la pièce. Ajoutez à cela des papiers posés sur des murs trop humides, un sol qui se tâche, des lavabos pas adaptés, et des conduites d'eau oubliées. La liste est longue et l'addition budgétaire salée. On a rarement vu un tel talent déployé... à gaspiller les fonds publics.

Hôpital Sainte-Anne (Paris)

UNE BONNE CLAQUE

A l'Hôpital Sainte-Anne un ouvrier électricien a été menacé d'une procédure disciplinaire sous prétexte qu'il aurait insulté un agent de la sécurité pendant ses activités professionnelles. (Cet agent distribue papillons et interdictions de stationner).

Au rapport écrit de l'agent en étaient joints deux autres émanant l'un du contremaître de la sécurité, l'autre de l'ingénieur entérinant les écrits de l'agent et demandant une sanction disciplinaire. Les accusations étant fausses, il ne pouvait s'agir que d'un coup monté.

L'ouvrier incriminé est un militant syndical bien connu pour ne pas se laisser intimider par les chefs. Il distribua immédiatement une lettre ouverte au personnel de l'hôpital accusant la hiérarchie de

se servir d'un collègue (dont la fragilité psychologique est bien connue de son entourage) et de l'avoir amené à rédiger un rapport.

Dans cette lettre il appelait tout le personnel à une Assemblée Générale pour le lendemain.

Nous étions une bonne centaine à cette AG, ouvriers, administratifs, para-médicaux, bien convaincus qu'il s'agissait d'un coup monté surtout après avoir entendu le contremaître, appelé à s'expliquer par l'AG.

Il fut voté qu'aucune sanction ne serait admise contre le camarade et que si la direction s'obstinait, nous nous déclarerions en grève et essayerions d'entraîner le reste de l'hôpital. Nous avons voté aussi le dépôt d'un préavis de grève.

Toute l'AG s'est rendue à la direction où nous avons convoqué les autres acteurs de cette comédie qui ne faisait rire personne, l'ingénieur, le chef du personnel, le directeur. Ceux-ci n'ont pu que démontrer qu'ils avaient sauté sur l'occasion qui leur était offerte de museler un travailleur et, à travers lui, tous les ouvriers qui ne marchaient pas le doigt sur la couture du pantalon.

Pendant deux heures nous avons vidé notre sac, dénoncé leurs méthodes. Menacé d'une grève, le directeur recula, déchirant les rapports qui furent jetés au panier. A la sortie, le camarade fut félicité, embrassé. C'était un succès de la lutte collective !

Correspondant LO



Air France

● LA FIN DE LA GRÈVE À NICE

La grève du personnel d'Air France de l'aéroport de Nice a cessé après douze jours. La veille les syndicats CFDT et FO avaient signé un protocole d'accord avec la direction - avant même d'avoir consulté les grévistes - donnant quelques assurances quant à l'emploi et au statut d'un certain nombre d'employés d'Air France à Nice, mais sans remettre pour autant en cause le projet de restructuration, ni la suppression de liaisons dont il s'accompagne. La CGT a refusé de signer le protocole, mais la reprise a été votée majoritairement en assemblée générale.



Lors d'une reconduction de la grève, à Nice, le 22 novembre.

● Aux ateliers d'Orly-Nord... MOINS CHAUD QU'À NICE!

La grève de Nice n'a été suivie que de loin dans les ateliers et les hangars d'Orly.

La direction a diffusé une information expliquant que les travailleurs de Nice, détachés à Air Inter, gardaient leur statut Air France. Quant aux syndicats, ils ont surtout protesté contre la suppression des lignes desservies par Air France et crié à la «casse» de la compagnie. Bon nombre de travailleurs à Orly ont - c'est le moins qu'on puisse dire - manqué d'éléments pour comprendre les raisons de la grève de Nice. Bien souvent c'est au cours des assemblées générales organisées dans les services par les syndicats

(unis pour une fois) que les travailleurs qui s'y sont rendus - pas plus nombreux que d'habitude - ont appris qu'il y avait aussi la suppression de 250 emplois de saisonniers à Nice.

Aujourd'hui, nous sommes bien conscients qu'à Nice les 38 embauches obtenues ainsi que la promesse écrite de 16 autres embauches supplémentaires de saisonniers sont dues à la grève.

Un exemple à retenir car la restructuration dans le groupe Air France n'a pas encore vraiment commencé.

Correspondant LO

Peugeot (Poissy - 78)

LES TRAVAILLEURS DISENT NON AUX "4 x 10"

Commencé le mardi 13 novembre, à l'initiative de la CGT et de la CFDT opposées à l'instauration de l'horaire 4 x 10, un référendum pour ou contre cet horaire est en cours de réalisation dans les ateliers de Peugeot-Poissy (ex-Talbot). L'opposition aux 4 x 10 est générale et nombreux sont ceux qui l'expriment haut et fort, y compris devant les caméras de la télévision, comme il y a quelques semaines lorsqu'une équipe de TFI est venue à Poissy.

En guise de caution, la direction a fait voter son syndicat, la CSL et ses acolytes Autonomes et FO, qui ont approuvé son projet en Comité d'Entreprise, bien que dans les ateliers on entende même des membres de la CSL exprimer leur opposition. Mais la direc-

tion s'est bien gardée de soumettre son projet aux ouvriers directement. Elle craint bien trop notre réponse. Eh bien la voilà : sur 3301 bulletins dépouillés lundi matin 26 novembre, on comptait 2906 NON pour 347 OUI et 48 NULS, soit près de 87% de non aux 4 x 10 !

Le vote se fait atelier par atelier. Les militants CGT et CFDT font le dépouillement immédiatement dans l'atelier, le résultat est porté à la connaissance des travailleurs par des feuilles accrochées sur les postes de travail. Et il est comique de voir les huissiers de la direction qui restent à distance pendant le vote, venir noter sur leurs calepins les résultats affichés sur les feuilles.

Pour le moment, la direction n'a pris aucune position officielle sur l'initiative et la maîtrise réagit différemment suivant les secteurs. Certains restent neutres, d'autres par contre manifestent leur présence sur le lieu de vote. Ainsi au Ferrage, un chef d'atelier s'est montré ostensiblement devant l'urne, espérant que les travailleurs n'iraient pas voter. En Peinture, c'est un sous-directeur qui stationnait à deux mètres des travailleurs. A la Câblerie, la CSL suivait les délégués CGT. Il est arrivé également que les militants syndicaux aient à subir quelques "tracasseries administratives". Par exemple, en cabine d'apprêt, un contremaître renforcé du chef d'atelier insista lourdement pour que les délégués enfilent une combinaison

pour entrer dans la cabine, puis restèrent au milieu de l'allée pour intimider les travailleurs. En vain puisque les deux équipes, soit une vingtaine de camarades, ont voté. Le fait marquant dans ce référendum, c'est que les travailleurs s'expriment sans crainte de la direction. Chacun a à cœur de donner son avis et, pour la grande majorité d'entre nous, d'exprimer son refus des 4 x 10.

Nous savions déjà qu'il n'y avait pas beaucoup de partisans des 4 x 10 dans les ateliers. Maintenant nous savons que c'est un non quasi général qui s'exprime publiquement à la face de la direction. Et cela ne peut que renforcer tous les travailleurs de l'usine dans leur opposition au projet du patron. Correspondant LO

Un record français : CELUI DU REcul DES SALAIRES

Selon une étude de la Communauté Economique Européenne (CEE), qui devrait être publiée sous peu, mais a déjà été évoquée sur les ondes d'Europe 1, le salaire horaire brut en France est dans le peloton de queue des taux européens. Il est de 40 F, pour 75 F au Danemark, 63 F en Allemagne, 55 F en Hollande. Il serait même inférieur à celui de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et ne serait supérieur qu'à celui de l'Espagne et du Portugal.

L'évolution des salaires de ces dernières années en est responsable. Rappelons-le, c'est le gouvernement de gauche, en 1982, qui a décrété le blocage des salaires. Et on peut dire qu'il a porté ses conséquences. Il y a en France maintenant 1,5 mil-

lions de smicards, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans.

Pendant ce temps, la productivité n'a pas cessé de monter sans qu'il y ait pratiquement de répercussion sur les salaires. Selon des statistiques publiées par la Revue de l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales, cité par L'Humanité du 28 novembre) «En évolution sur 1983-1988, la productivité progresse ainsi de 21,6 % (soit 4 % l'an), tandis que le coût salarial réel... n'augmente que de 5,3 % (1 % par an)».

Pas la peine de chercher bien loin d'où provient la formidable augmentation des profits pendant les années en question. Merci Mitterrand, merci Mauroy, merci Fabius, merci Rocard...

CHAUFFEUR DE BUS RACISTE

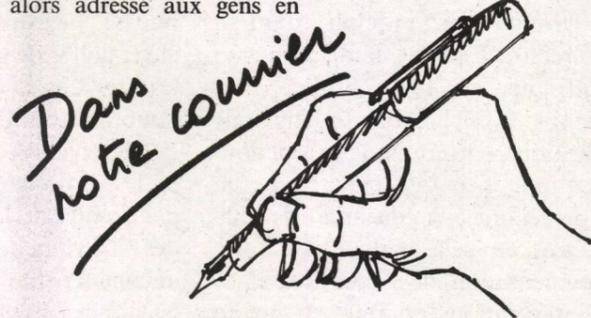
Une lectrice de la banlieue de Rouen nous adresse le double de sa lettre de protestation envoyée à la direction de la compagnie de transports, à la suite d'un incident raciste survenu dans l'un de ses bus.

(...) «Alors que les gens montaient dans le bus à la hauteur du Palais de Justice, une dame qui se trouvait à ma droite juste derrière le chauffeur, a précisé à celui-ci que le jeune homme qui se trouvait à l'arrêt du bus (il était adossé à un poteau et ne faisait rien) était un voleur.

Le chauffeur (...) s'est alors adressé aux gens en

A partir de ce moment-là, il n'a pas arrêté d'insulter les Arabes, de m'insulter également car je prenais leur défense (...). Je dois dire également qu'il a pris les gens à témoin contre moi en prétendant que je défendais les voleurs. Je maintiens que je ne défends pas les voleurs bien au contraire, mais que je n'accepte pas les propos racistes.

(Le conducteur du bus) a hurlé à qui voulait bien l'entendre qu'il votait pour Le Pen, qu'il en était fier, et que



leur demandant leur attention. Il a crié : «Regardez-le bien, c'est un voleur, c'est lui qui vole dans vos sacs» et là il a précisé, je cite : «De toute façon, c'est normal c'est un sale Arabe». C'est à ce moment-là que je suis intervenue en lui demandant de ne pas tenir de propos racistes.

si tout le monde votait Le Pen il n'y aurait plus de problèmes et du travail pour tout le monde».

Notre lectrice a eu le courage de protester publiquement. C'est la seule façon de montrer au genre d'individus à qui elle a eu affaire qu'ils ne peuvent pas se permettre n'importe quoi.



Avec cette revue, joliment illustrée de gravures d'époque, les auteurs nous font découvrir, au travers de témoignages de contemporains de la Reine Victoria, ce qu'était Londres au siècle passé. Première mégapole du monde moderne, avec ses 3,5 millions d'habitants en 1850, Londres de l'époque victorienne était la première ville du monde par sa population, par sa richesse, sa puissance, son modernisme (sa technologie de pointe, dirait-on aujourd'hui). L'Exposition Universelle de 1851 avait attiré une foule de 6 millions de visiteurs, venus du monde entier, jusque du lointain Japon. Dans ses banques, centre du commerce mondial, on maniait l'or à la pelle. (Et ce n'est pas une métaphore, mais la stricte réalité).

Aux yeux de Taine, un intellectuel français de l'époque, la ville est «énorme, énorme». La richesse aussi y est «énorme»: «Les clubs sont des palais, les hôtels des monuments, la rivière est un bras de mer, les cabs vont deux fois plus vite (...), l'homme produit et dépense deux fois autant que chez nous». «Les riches ont de grandes maisons confortables, propres, enduites de stuc blanc (...). Il y a dix de ces fortunes et de ces vies en Angleterre contre une en France».

Mais Londres est aussi «énorme» par la «grandeur de ses misères». Les bas-fonds de Marseille, d'Anvers, de Paris ne sont rien à côté de ceux de Londres avec «leurs mendiants, voleurs et filles». Les escaliers menant à la Tamise grouillent de gamins des rues «plus rabougris, plus blêmes, plus déformés, plus repoussants que les voyous de Paris». C'est dans ces quartiers qu'on trouve des familles «sans autre lit qu'un tas de suie (...). Pour la créature ainsi usée, surmenée, il n'y a qu'un refuge: l'ivresse».

Si l'on sait que la révolution industrielle en Grande-Bretagne a constitué de grandes aggloméra-

tions ouvrières, dont le type même est caractérisée par Manchester, «Coke-town» - la ville-charbon comme l'a surnommée Dickens dans l'un de ses romans -, une véritable ville-champignon, puisqu'elle s'est multipliée par dix en 50 ans, passant de 35 000 habitants à 350 000, on imagine déjà plus difficilement la transformation subie par Londres à la même époque. Une transformation parallèle et cependant différente dont cette revue nous donne une petite idée. Car Londres c'était au milieu du siècle dernier dix fois Manchester. Pourtant la grande industrie ne s'y était pas développée dans la même proportion que dans les villes du Nord. Londres c'était surtout le port, les docks, le commerce, petit et grand, les grands magasins qui surexploitaient leurs employés jusqu'à cent heures par semaine. C'était aussi les petites mains, couturières, modistes, travaillant pour les beaux quartiers dont un contemporain déclare «qu'il est de notoriété publique que, dans le West End en tout cas, elles sont fréquemment poussées à la rue pendant la mortaison et regagnent leur boutique quand la saison reprend. En d'autres termes,

concluait-il, la moralité suit les fluctuations du commerce!».

Le Londres de cette époque, tel que le décrit la revue, évoque bien des images d'aujourd'hui: une puissance financière et commerciale, à la façon de New-York ou Chicago d'aujourd'hui; mais capitale mondiale de la prostitution, c'était aussi une sorte de Bangkok, qui exportait même des filles. On pense aussi à Rio-de-Janeiro avec ses bandes de gamins pick-pockets, à la David Copperfield, enrôlés dans des gangs. C'était les «petits boulots», les gamines marchandes d'allumettes, dont le *Guide Baedeker* à destination du touriste mondain de l'époque recommandait si fort de se défier sous peine de se voir dépouillé de tout. C'était aussi ces «pauvres» dont parle Jules Vallès, que cite la revue, chez qui «le vêtement a l'air d'une peau qui s'écaille, d'une lèpre qui tombe. C'est décheté, comme si les rats avaient voulu dévorer l'homme, comme si on avait donné des coups de fourche là-dedans» avec «sur les visages une telle expression de fatigue et de terreur!». Et poursuit Jules Vallès: «On les compte par centaines de mille! Il y a des rues qui sont pleines de ces tas de chair et d'ordures».

LONDRES 1851-1901

L'ère victorienne ou le triomphe des inégalités

Et ce Londres-là fait aussi penser au Dakar ou au Lagos d'aujourd'hui avec cette foule de bras inemployés, crevant de misère et de faim. Cette immense armée de prolétaires, arrachés récemment et de la façon la plus violente, qui à leur campagne, qui à leur bicoque, qui à leur bout de terre, des quatre coins du Royaume-Uni. Devenus des vagabonds, sans feu ni lieu, ceux qui n'avaient pas trouvé à s'employer dans les centres industriels pourtant en expansion, avaient poursuivi leur route - et c'était la majorité - jusqu'à la

capitale, dans la «cohue» de la grande ville. Une «cohue» dont Engels, un autre contemporain dont on ne trouvera pas les citations dans la revue, a dénoncé les aspects «bles-sants» et «répugnants» par «cette indifférence brutale, cet isolement insensible de chaque individu au sein de ses intérêts particuliers»,... «l'atomisation du monde ici poussée à l'extrême». C'est à Londres que se concentrait cette «immense armée industrielle de réserve» composée de prolétaires «atomisés» jetés en concurrence les uns contre les autres, cette armée de pau-

vres dont la fonction principale aux yeux de la bourgeoisie était de faire pression sur les «privilegiés» d'entre eux qui avaient la chance de se faire exploiter 80, 100 heures par semaine.

C'est ce que ce numéro d'*Autrement*, même s'il ne fait expressément référence ni à Marx ni à Engels, a le mérite, entre autres aspects abordés, de rappeler et d'illustrer.

Cécile BERNIER

Autrement, Londres: 1851-1901. Série Mémoires. 120 F.



Théâtre

CRIPURE de Louis Guilloux mise en scène de Marcel Maréchal

Cripure est l'adaptation théâtrale que Louis Guilloux a tirée de son roman *Le Sang noir* paru en 1935. L'action se déroule en 1917, dans une petite ville de province. *Cripure* est le surnom d'un professeur de philosophie, personnage central de la pièce. Lucide, contestataire, esprit libre, espérant dans "l'homme nouveau" qui point derrière la Révolution Russe, le professeur est cependant dans la vie un homme assez lâche et faible. Il le sait et en souffre, reconnaissant qu'avec les idées qu'il a, il aurait dû s'engager, au moins dans un parti politique...

La pièce montre avec férocité les gens de l'arrière: un professeur patriotard, belliqueux jusqu'à la dernière goutte... du sang des jeunes soldats, qui se fait joliment rosser par des soldats qui n'en peuvent plus; un

évêque, un général faisant assaut d'hypocrisie.

Elle évoque également les mutineries de l'année 1917 dans les troupes françaises et la répression. Et la pièce se déroule sur fond de chants révolutionnaires russes, magnifiques, évoquant avec force l'espoir que représente, dans ce monde déchiré par la guerre, la Révolution russe et les bolchéviks.

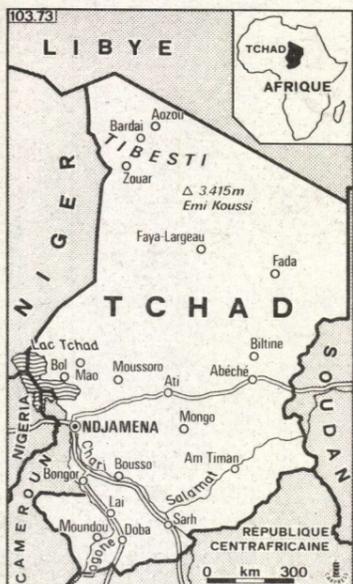
Une belle pièce, très émouvante et magnifiquement interprétée par la troupe du Théâtre national de Marseille.

Laurence VINON

Maison des Arts de Créteil, jusqu'au 19 décembre 1990. Du mardi au samedi: 20 h 30; dimanche: 15 h 30. Relâche: lundi et jeudi. Prix des places: 110 F plein tarif et 90 F tarif réduit.

Tchad

GUERRE DE CLANS SOUS LE REGARD DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS



Dans l'Est du Tchad, les troupes d'Hissène Habré ont subi un véritable désastre. Entre le 10 et le 12 novembre, elles avaient déjà essuyé une série de revers lors de combats qui les opposaient aux rebelles d'Idriss Deby, ancien chef de l'armée tchadienne, entré en dissidence en avril 1989. Pour en finir, Hissène Habré s'était décidé à une vaste offensive qui s'est, elle aussi, terminée par une déroute.

Les derniers combats qui ont eu lieu dimanche 25 novembre ont rapidement tourné à l'avantage d'Idriss Deby. Hissène Habré, qui avait pris la tête de ses troupes, serait en fuite, poursuivi par ses adversaires. Le bilan des pertes en hommes et en matériel serait très lourd. Hissène Habré aurait perdu plusieurs milliers d'hommes. Plus de trois mille de ses soldats se seraient ralliés à Deby. En outre, les rebelles se seraient emparés d'une grande partie du matériel des troupes gouvernementales.

La France, qui maintient toujours dans ce pays un important dispositif militaire, avait renforcé à la mi-novembre ses troupes stationnées dans la région des combats en transférant 150 hommes de la capitale N'Djamena vers la zone où s'affrontent les clans rivaux tchadiens. Cinq cents soldats français se trouvent donc aujourd'hui près de la frontière soudanaise. Ces troupes n'ont, à priori, soutenu ni l'un ni l'autre des protagonistes. Mais, par leur présence, elles entendent tout de même signifier que, quel que soit le vainqueur, il faudra toujours compter avec l'armée française.

Ainsi, semaine après semaine, bien des événements qui secouent les pays d'Afrique rappellent que la France

maintient des troupes, comme au Gabon ou au Tchad, ou est prompt à en envoyer, comme au Rwanda.

Dans l'actuelle affaire tchadienne, la France n'est pour l'heure pas intervenue. Elle a prudemment attendu, jouant peut-être même sur les deux tableaux. Une telle attitude lui est permise parce que les chefs qui s'affrontent sont semblables et peuvent représenter, l'un comme l'autre, ses intérêts politiques et économiques dans le pays.

D'ailleurs, et c'était peut-être là un signe, les militaires français n'ont pas manqué d'éloges devant les qualités militaires d'un Idriss Deby qu'ils ont eux-mêmes formé. Autre indice qui allait dans le même sens, le gouvernement français est resté sourd aux propos d'un Hissène Habré

présentant son adversaire comme l'homme des Libyens.

Tout le passé du Tchad montre en fait comment l'impérialisme français a toujours su faire entrer dans son giron les opposants aux gouvernements qu'elle soutenait un temps.

Lorsqu'en août 1960 le Tchad accéda à l'indépendance, le président d'alors, un certain Tombalbaye, obtint son aide militaire contre les opposants à sa dictature, en particulier ceux du FROLINAT. En avril 1975, le général Malloum prit le pouvoir à N'Djamena et fit assassiner l'ancien président. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement de Paris lui apporta son appui, tout comme à Goukouni Oueddeï lorsqu'à partir de novembre 1979 ce dernier sembla être l'homme de la

situation. Et le fait qu'Oueddeï ait combattu les armes à la main le gouvernement «légal» avait finalement bien peu d'importance aux yeux du gouvernement français.

Dernier cheval portant casaque de l'impérialisme français, si Hissène Habré s'avère être finalement un vulgaire canasson, qu'importe ; un autre pourra prendre le relais : Idriss Deby par exemple.

Quel que soit le clan vainqueur, l'impérialisme français y a toujours trouvé son compte. Mais jamais la population tchadienne qui vit dans la pauvreté voire la misère : 70 % des Tchadiens sont analphabètes, l'espérance de vie est de 47 ans, le revenu moyen par habitant un des plus bas au monde : 900 francs par an...

Georges LATTIER

L'AVENIR, C'EST LA LUTTE DES CLASSES ET NON LES LUTTES TRIBALES

Pour des organisations de l'opposition tchadienne, la faillite du régime de Hissène Habré serait «la goranisation du Tchad» c'est-à-dire le fait que Habré, s'appuyant sur son ethnie, les Goras, impose un pouvoir sans partage au pays. C'est cette question que discutent nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes dans son mensuel *Le Pouvoir aux Travailleurs* du 11.11.90.

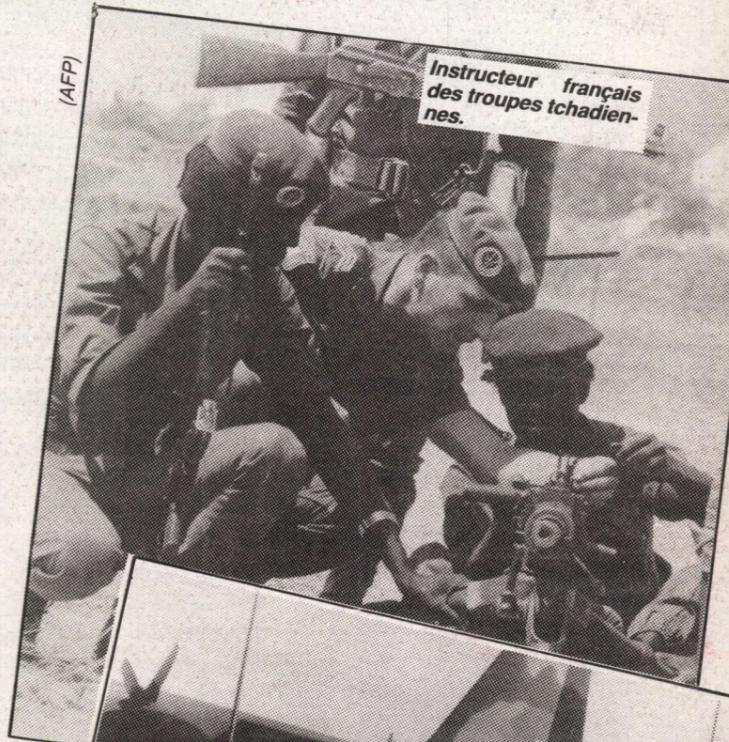
«Depuis son arrivée au pouvoir en 1982, le dictateur Habré impose aux populations du Tchad des conditions de vie des plus difficiles à tous les points de vue. Au nom de la prétendue guerre «contre les invasions étrangères» et pour «la reconstruction nationale», les populations tchadiennes sont saignées à blanc. (...)

Mais est-ce que cette situation est le résultat d'une «goranisation du Tchad» comme le prétendent ces organisations ?

Certes, comme partout ailleurs en Afrique, Habré s'entoure aussi de certaines gens de son ethnie, fait du tribalisme, l'utilise. Et ce n'est d'ailleurs pas un fait récent. Même quand il était dans les maquis et combattait les dictatures précédentes de Tombalbaye ou Malloum, c'était sur cette base qu'il s'organisait. (...)

Nous savons aujourd'hui où a conduit cette logique. Les Habré, les Goukouni, les Acheikh, les Kamougué et autres Mbaïlemdana, dans leur lutte pour le pouvoir, utilisant le tribalisme, la religion et les sentiments bas existant dans la société, ont opposé les populations les unes aux autres, juste comme chair à canon, dans une sale guerre qui n'en finit pas de durer jusqu'à aujourd'hui et dont les conséquences sont dramatiques pour les masses pauvres.

Mais si la guerre a été et reste désastreuse pour les populations sur l'ensemble du pays, si ce sont elles qui en ont principalement fait les frais et continuent de le faire, il n'en est pas de même pour ceux-là mêmes qui les y ont entraînées. Les Habré, les Kamougué et autres Djogo ont su transcender leurs différences, trouver un compromis entre eux dans le cadre d'un partage du pouvoir de N'Djamena.



Instructeur français des troupes tchadiennes.



Hissène Habré passant ses troupes en revue.

Il y a entre eux des relations bien plus solides et plus fortes que celles de l'ethnie ou de la religion : ils appartiennent au même monde, celui de la bourgeoisie tchadienne et des valets de service de l'impérialisme français. Plus que tout, il y a entre eux des intérêts bien matériels qui les lient. C'est pourquoi, ils n'ont pas eu du mal à se servir des cadavres des populations comme marche-pied pour se retrouver unis au sein du pouvoir actuel de N'Djamena, imposant une dictature féroce à toutes les populations, toutes religions et régions confondues, y compris les leurs. (...)

La dictature d'Hissène Habré est un système dont ne bénéficie qu'une minorité d'individus originaires de toutes les ethnies et les religions du Tchad. Et au-dessus de ces derniers qui ne sont que des valets, des pantins, c'est l'impérialisme qui impose cette situation et en est le principal bénéficiaire. Alors, la seule perspective pour combattre cela ne peut être que la lutte des opprimés tchadiens, quelles que soient leurs ethnies et leurs religions, unis contre tous leurs exploiters, toutes ethnies et religions confondues.»